REGION
Atsimo Andrefana, Quand la farine transforme le manioc
page 18

TOURISME
La région Atsimo Andrefana réclame plus de visiteurs
page 22

ENERGIE
Le directeur de l'OMH entrouvre les coulisses des hydrocarbures
page 38

CULTURE
On ou Off, le festival MadaJazzCar a étourdi la capitale
page 52

Le magazine des industries de Madagascar

expansiOn MADAGASCAR

numéro **33**| Novembre- Décembre 2022 | **Ar. 9 000**

QUE LA LUMIÈRE SOIT...

Andry RAMAROSON

P.47 Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures

Rivo RADANIELINA

P.32 CEO de la JIRAMA

3 665902 216491

SIM
SYNDICAT DES INDUSTRIES DE MADAGASCAR

MADAGASCAR
UN COCKTAIL D'ÉMOTIONS
avec
DZAMA
dzama.mg
Za'Malagasy !

CGHV
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'HYDROÉLECTRICITÉ DE VOLOBÉ

Pour une nouvelle ère de l'énergie verte, avançons ensemble avec Volobe amont.

Moteur de la transformation, de la croissance et de l'émergence, Volobe amont est une réponse fiable, inclusive et impactante à la santé, à l'éducation, à l'industrialisation et au développement des secteurs multidimensionnels.

Inclusivité -
26 Km de route
150m de pont

Fiabilité -
120MW
750Gwh/an

Durabilité
1500 emplois
2millions de bénéficiaires
émission de **15** millions de tonnes de Co2 évitée

Agissons pour nos générations futures!

AXIAN
LET'S GROW TOGETHER

Scatec

AFRICA5

SOMMAIRE

06 **Vie du SIM**
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo : Election des membres titulaires

11 **Brèves avec Orange actu**

14 **Région Atsimo Andrefana**
Spiruline, manioc, aquaculture...

22 **Tourisme**
La région Atsimo Andrefana réclame plus de visiteurs

30 **Énergie**
Madagascar peut naviguer dans la crise

47 **PORTRAIT**
Andry Ramaroson
Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures

52 **Culture**
On ou Off, le festival MadaJazzCar a étourdi la capitale

54 **Malagasy Ny Antsika**
Vien, l'application de l'innovation

Le magazine des industries de Madagascar
expansiOn MADAGASCAR

ABONNEZ-VOUS au magazine des industries de Madagascar

☐ **Une offre découverte** | 3 numéros
pour 25 000 Ariary (soit 8 333 Ariary le numéro)

☐ **Une offre privilège** | 6 numéros
pour 48 600 Ariary (soit 8 100 Ariary le numéro)

☐ **Une offre premium** | 12 numéros
pour 86 600 Ariary (soit 7 300 Ariary le numéro)

Nom :
Prénom :
Société :
Téléphone :
E-mail :
Adresse :

(+261) 34 86 420 86 | expansion@ods-mada.com | Immeuble Tana 2000 Ankorondrano | Antananarivo 101

Syndicat des Industries Madagascar
Immeuble Vitasoa Analakely
1ère étage Antananarivo 101, Madagascar
(+261) 20 22 240 07
www.sim.mg

Fondateurs
Hery Ranaivosoa, Fredy Rajaonera, Damase Andriamanohisoa, Frank Fohine, Stéphane Raveloson, Karim Barday, Francis Rajaobelina, Laurent Rajaonarivelo, Claude Ratefiarisoa

Directeur de publication
Amiraly Hassim

Directeur de rédaction
Evelyne Rakotomanana

Rédacteur en chef
Emre Sari

Equipe éditoriale
Tiana Ramanoelina
Santatraverny Nambinina
Monsieur Anselme Randriakoto

Graphisme & mise en page
ODS SAU

Crédits photos
SIM, Nosy Ranarisoa, Orange actu, Emre Sari, © Office National du Tourisme de Madagascar, Mr Le Gouverneur de la région Atsimo Andrefana, Houssen Mebobaly, Dr Vololonavalona Ravelo, Ocean Farmers, Virginia Careri, Hariniaina Rakotoson, Samy Chalier,Jirama, Exposition Hakanto Contemporary, Vien

Régie publicitaire & abonnement
(+261) 34 86 420 86
expansion@ods-mada.com
Immeuble Tana 2000 Ankorondrano, Antananarivo 101 Madagascar

Imprimé par
Nouvelle Imprimerie des Arts Graphiques

Edito

« Nos faiblesses d'hier peuvent devenir nos forces et atouts »

La région Atsimo Andrefana est réputée être un « cimetière de projets» pour dire que des projets y ont été initiés depuis toujours mais que finalement, aucun n'a réussi. Pour dire aussi que des potentiels existent et ils sont nombreux, et dans tous les domaines tels que les énumère le Gouverneur de la Région à travers son interview dans ce numéro. Sans être prétentieux d'ailleurs, le Gouverneur veut faire de l'Atsimo Andrefana, « la Région la plus développée de Madagascar ». En effet, il y a beaucoup de possibilités sur tous les plans… Mais il y a aussi une pauvreté criante. Et comme pour compliquer le tout, il y a ce phénomène naturel de la sécheresse, aggravée elle aussi par le changement climatique.

Quand on sait que les régimes successifs y ont mis en œuvre des projets et programmes mais que tout cela n'a pas développé la Région ni sa population, on se demande, si quelque part, on n'a pas jusqu'ici fait le bon choix de politique de développement. On s'interroge si on n'a pas su valoriser ni exploiter certaines ressources, au bon moment. Car il y a une contradiction flagrante entre ces énormes potentiels et la pauvreté qui perdure. A beaucoup d'égards, cette pauvreté démontre aussi qu'une Région qui ne bénéficie pas des installations énergétiques en mesure de soutenir l'exploitation des ressources ne peut qu'être en retard dans son développement.
Aujourd'hui donc, il faut que nous soyons suffisamment intelligents pour utiliser toutes les ressources que nous offre la nature, entre autres l'ensoleillement et le vent, ces ressources renouvelables dont la Région Atsimo Andrefana dispose à foison. Les technologies d'aujourd'hui nous permettent d'exploiter au mieux ces ressources. Ce sont de nouveaux atouts entre nos mains, un investissement qui est garanti, en ce sens qu'il n'y a que çà qui peut donner sa place à la Région, y apporter un changement, améliorer la situation de sa population. Ceci dit, tout passe par l'énergie.

Le Ministre de l'Energie en est très conscient et se donne comme défi pour la Jirama, de valoriser dans le système hybride, les énergies renouvelables, et donc par la même occasion, industrialiser la Région. Faut-il reconnaître que la Région n'est ni développée ni assez fournie en termes d'industries, d'une part et d'autre part que sa population est pauvre ; elle est tellement pauvre qu'un petit progrès en matière d'énergie peut avoir une valeur importante et peut lui redonner de l'espoir et de dignité/fierté ; peut créer un regard différent sur ce qui entoure, sur le vivre ensemble, sur le devenir ensemble, sur l'économie.

En tout cas, « tsy mila kivy » ("Ne lâchons rien") ! Le monde est en train de tellement changer que les faiblesses d'hier peuvent devenir des forces et des atouts pour améliorer des situations. Tout cela combiné (savoir-faire nouveaux et technologies nouvelles et énergies renouvelables) doit donner une autre image de la Région et de sa population. Si la technologie est bien utilisée -à bon escient, elle peut résoudre des problèmes ; elle peut replacer la nature à sa place et l'humain dans son rôle. Et du coup, Toliara deviendra un pôle de croissance industrielle avec une zone industrielle portuaire dont la proximité de l'Afrique ne peut qu'être un levier à exploiter, pouvant rendre service à la Région, pour le bien et la fierté de la population et pourquoi pas de toute l'île.

Vie du SIM

01 Rencontre SIM et Club d'Entrepreneuriat des Étudiants en Économie (C3E)

Le 21 septembre 2022, Monsieur Hassim Amiraly, Président du SIM a reçu dans les locaux du SIM, à Analakely, le Président et le Responsable communication du Club d'Entrepreneuriat des Étudiants en Économie (C3E). Ce club regroupe environ 200 membres composé des étudiants en cours d'études et des diplômés déjà en activité. Durant la rencontre, M. le Président du SIM a soulevé que l'accompagnement des jeunes entrepreneurs est parmi les priorités du SIM afin d'assurer une génération de nouvelles industries. La rencontre a été fructueuse, riche en partage d'expériences et de conseils permettant aux futurs entrepreneurs de concrétiser leurs projets et aux jeunes entrepreneurs d'améliorer et de développer leurs activités.

02 Rencontre SIM et Conseil Supérieur de la Comptabilité

Une rencontre entre le Président du SIM et une délégation du Conseil Supérieur de la Comptabilité (CSC) conduit par son Secrétaire Exécutif a eu lieu le 21 septembre 2022.La discussion a été axée sur la future collaboration et les partenariats notamment la formation des jeunes contrôleurs de gestion pour accompagner les PMIs dans leur demande de financement, l'orientation par l'EDBM des promoteurs industriels par rapport aux investissements ou aux business potentiels en tenant compte du climat des affaires existant, la collaboration avec une banque primaire et les fonds d'investissement pour le financement et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs.

Durant cette rencontre, le SIM a sollicité l'appui du CSC dans la préparation de l'élaboration des propositions qu'il estime opportunes d'introduire dans la prochaine Loi de finances.

03 Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo : Election des membres titulaires

L'élection des membres titulaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) s'est tenue le 3 septembre 2022, au siège de la CCIA à Antaninarenina. Le processus de préparation et d'organisation du scrutin, enclenché le 11 mai dernier, a été confié à un comité ad hoc, présidé par Monsieur Andriamilamanana Njakarivo RAMANDIMBIARISON. Ce comité est composé de représentants de groupements et d'associations d'opérateurs économiques et de l'administration de tutelle : Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), et du Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC).

Syndicat des Industries de Madagascar

Les électeurs inscrits votants ont plébiscité une liste commune de candidatures dénommée HARENA, présentée par des groupements professionnels et d'associations d'opérateurs économiques. Les 60 membres titulaires élus pour un mandat de quatre ans, vingt par collège, -Commerce ; Industrie ; Service- ont été officiellement installés lors d'une Assemblée Générale qui s'est déroulée le vendredi 7 octobre 2022. La séance a été présidée par le membre doyen, Madame Rocquie Evelyne RABEMANANTSOA, assistée par le membre benjamin, Madame Jeanne Arlette RAHAJARIJAONA.

Lors de cette Assemblée Générale, les membres titulaires présents ont élu les douze membres du Bureau dont le mandat est d'une durée de deux ans :

- **Pour le collège Commerce :**
  Maminiaina RAVATOMANGA, Rakoto Rahasinina Andrianjo RAZANAMASY,
  Fiona Benoina Sabrina TSIRANANA et Stanislas Marie Benoît WITTMER.
- **Pour le collège Industrie :**
  Amiraly HASSIM, Joséphine Soanorondriaka ANDRIAMAMONJIARISON,
  Maurice Andrianantenaina RABARIJAONA et Rivo Roland RAKOTONDRASANJY.
- **Pour le collège Service :**
  Njaka ANDRIAMAMPITA, Harinivoson Mino ANDRIAMIJORO,
  Herintsalama Andriamasy RAJAONARIVELO et Gil RAZAFINTSALAMA.

Les membres du Bureau ont ensuite élu aux postes de :

- **Président :** Rivo Roland RAKOTONDRASANJY ;
- Vice-président pour le Collège Industrie : Amiraly HASSIM,
- Vice-président pour le Collège Service : Herintsalama Andriamasy RAJAONARIVELO
- Vice-président pour le Collège Commerce : Gil RAZAFINTSALAMA ;
- **Conseillers :** Njaka ANDRIAMAMPITA, Joséphine Soanorondriaka ANDRIAMAMONJIARISON, Harinivoson Mino ANDRIAMIJORO, Maurice RABARIJAONA, Maminiaina RAVATOMANGA et Rakoto Rahasinina Andrianjo RAZANAMASY.

Les membres élus ont également procédé à l'élection des membres de la Commission de Contrôle de Gestion Budgétaire de la CCIA (CCGB) : Georges Émile RAMANOARA, Jean Marc RANAIVOARISOA, José Nirina RASATARIMANANA, Manitra Roland RAZAFINDRATSIRA. Herimanitra Ndrianja RAKOTOJOHARY et Fiona Benoina Sabrina TSIRANANA ont été élus représentants de la CCIA au sein de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM). Le Président de la CCIA est membre d'office de la FCCIM. L'Assemblée Générale a été suivie de la Cérémonie officielle d'installation qui a été honorée de la présence du Ministre de tutelle technique, Monsieur Edgard RAZAFINDRAVAHY, en charge de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC). Des représentants du ministère de tutelle financière, le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), et du Gouvernorat d'Analamanga, ainsi que d'autres hautes personnalités ont assisté à cette cérémonie.

Vie du SIM

04 Projet RSE-SIM

Le SIM a bénéficié du programme de formation sur la « Dissémination des modèles et des bonnes pratiques en matière de RSE auprès du secteur privé », un programme de l'organisation USAID Hay Tao à travers le cabinet Ur-CSR Consulting. Ce projet porte sur l'accompagnement des groupements dans leurs projets de RSE. Les différentes réunions entre le cabinet et les membres des Commissions au sein du SIM ont abouti à l'élaboration de la feuille de route et de la charte RSE du SIM. Par ailleurs, ce programme vise également à appuyer les membres du SIM dans la mise en œuvre d'une bonne pratique de la RSE au sein des entreprises à travers des formations.

Les thèmes de formation proposés sont :

- Gouvernance de la RSE
- Gouvernance des ressources naturelles
- Achats responsables

Une centaine de participants issus des entreprises membres du SIM se sont inscrits.

05 Réunion de dialogue Public-Privé sur le projet de Loi de Finances Initiales 2023

1. Préparation Loi de Finances Initiales 2023 :

Dans le cadre de la préparation de la LFI 2023, des réunions sectorielles entre le SIM et l'équipe de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux se sont tenues les 17, 18 et 23 août 2022 à la salle de réunion de la DGI Tsimbazaza, et le 22 août avec l'équipe de la Direction Générale des Douanes à Antaninarenina.

Le SIM a réparti ses membres dans quatre filières :

- filière farine, pâtes alimentaires, biscuiterie, boulangerie et agroalimentaire
- filière boisson
- filière savon et détergent
- filière imprimeur et ciment

2. Fluctuation du cours des matières premières :

Compte tenu que plusieurs membres du SIM ont reçu récemment des avis de redressements au niveau de la douane suite aux fluctuations du cours des matières premières, une réunion de dialogue Public Privé a été organisée le 5 octobre 2022 entre le SIM et l'équipe de la douane.

Les échanges ont été fructueux et ont montré la volonté de tous à travailler ensemble pour le développement économique du pays.

06 Nouveaux membres

- **Signature du code d'éthique :**

La société Tropical Diving, ayant comme activité la construction navale, basée à Nosy Be a signé le code d'éthique. C'est la dernière étape du processus d'adhésion au sein du SIM.

- **Adhésion :**

Les membres du Conseil d'Administration du SIM ont validé, lors de la réunion du 29 septembre 2022, la demande d'adhésion des sociétés :

o Avitech, basée à Andranotapahina, travaillant dans toute activité d'élevage, dans le domaine de l'aviculture en particulier.

o Newplast, basée à Ambohidrazana Ivandry, œuvrant dans le domaine du plastique.

o Madagascar Fruits industries, basée à Toamasina, ayant comme activité la transformation des fruits et légumes.

o Carrés Cachés, basée à Toamasina, ayant comme activité la menuiserie décorative.

07 Salon RSE

La 7ème édition du salon de la RSE s'est déroulée les 6 et 7 octobre 2022 au Novotel.
Le SIM a participé activement aux trois activités organisées durant ce salon :

- Conférence dont le thème porte sur la vision collective du Secteur Privé en matière de Développement Durable
- Atelier avec le comité ad hoc élargi du projet : Restitution des grandes orientations de la Stratégie Nationale de la RSE. L'objectif étant de discuter des grandes orientations stratégiques en matière de thématiques et de mise en œuvre de la future stratégie nationale de la RSE sous le leadership du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.
- Atelier sur l'état des lieux du statut d'entreprise à mission et à impact à l'international et sur le continent africain et perspectives à Madagascar. Madame Evelyne RAKOTOMANANA, Directeur Exécutif du SIM, a été sollicitée pour partager les points de vue du SIM sur les enjeux et perspectives de développement de l'entreprise à mission à Madagascar.

08 Colloque Gestion des Ressources Naturelles et Développement 2022

L'Ecole Doctorale "Gestion des Ressources Naturelles et Développement" de l'Université d'Antananarivo a organisé un colloque international sur la Gestion des Ressources Naturelles et du Développement 2022 intitulé : « Valorisons-nous nos ressources naturelles à leur juste valeur ?", du 18 au 21 octobre 2022 à l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques Ankatso. Monsieur HASSIM Amiraly, Président du SIM, était parmi les intervenants de cette conférence, qui a vu également la participation des différents personnages issus de différents organismes.

09 Atelier de renforcement de capacités en matière de politique industrielle

Le Directeur Exécutif du SIM, Evelyne RAKOTOMANANA, a assisté au renforcement de capacité sur la politique industrielle organisée du 17 au 21 octobre 2022 par le Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation en collaboration avec la SADC et la GIZ. Cette démarche vise à aligner la politique industrielle de Madagascar sur la stratégie et la feuille de route de la SADC pour l'industrialisation. Étant partie prenante dans l'actualisation et la mise en œuvre de la politique industrielle du pays, le SIM a participé à cet atelier complet de formation d'introduction à la méthodologie EQuIP - Enhancing the Quality of Industrial Policies, qui a pour objectif d'améliorer la qualité des politiques industrielles et de l'application de méthodologies spécifiques dans la conception et la formulation d'une nouvelle politique industrielle pour Madagascar.

Cette formation d'une semaine a vu la participation des différentes parties prenantes issues du secteur public et du secteur privé.

ARTEVENT
BY HÔTEL PLUS

L'ART DU SERVICE

LOCATION

Vaisselle - Mobilier - Chapiteaux

HÔTEL PLUS

Immeuble TRADE TOWER Ivandry (RDC)
Tél. : 020 22 499 22 - Email : hotel-plus@sirr.mg

12 Octobre 2022

Habibo remplace la Star comme distributeur de Coca-Cola

Habibo Group vient d'être désigné distributeur exclusif de Coca-Cola à Madagascar. Le groupe, par le biais de sa filiale Sofia, distribuera et commercialisera les marques Coca-Cola, Fanta, Sprite et Schweppes sur tout le territoire.

Habibo Group va s'appuyer sur les méthodes et les pratiques existantes au sein du système Coca-Cola ainsi que sur son savoir-faire éprouvé à Madagascar pour offrir un service toujours meilleur aux clients et aux consommateurs grâce à une stratégie centrée sur le développement du marché, selon un communiqué de The Coca-Cola Company.

Le conseil national de la vanille rassure les acheteurs internationaux

11 Octobre 2022

D'après le Conseil national de la vanille , l'avis d'appel à manifestation d'intention adressé à l'attention des acheteurs internationaux de la vanille de Madagascar au début du mois de septembre et clôturé le 30 septembre dernier n'est pas une réglementation supplémentaire du secteur de la vanille.

L'AMI a été lancé afin de permettre essentiellement au Gouvernement de Madagascar , notamment le ministère en charge du Commerce et le Conseil national de la vanille de comprendre la structure du marché international de la vanille , notamment du côté de la demande, explique-t-il.

Ce n'est pas une réorganisation du marché international de la vanille qui introduit des restrictions en matière de commerce international, et n'est en aucun cas exclusif, souligne le CNV. Le CNV d'ajouter que cette initiative a été entreprise par le Gouvernement pour mettre en place une culture comportementale saine, volontaire et sans incidence réglementaire, afin d'avoir des acheteurs responsables et respectueux des principes soutenant l'assainissement de la filière à Madagascar.

Radisson BLU
ANTANANARIVO WATERFRONT
RADISSON REWARDS
Pour un séjour toujours plus agréable
Rejoignez Radisson Rewards et profitez des incroyables avantages réservés aux membres
radissonhotels.com/fr-fr/recompenses
Radisson Blu Hotel Antananarivo Waterfront
Tana Waterfront, Ambodivona, 101 Antananarivo, Madagascar
T: +261 20 22 692 00 info.antananarivowaterfront@radissonblu.com
FEEL THE DIFFERENCE
radissonhotels.com/blu

ROVA CAVIAR

MADAGASCAR

A l'occasion des fêtes de fin d'année, Rova Caviar se trouve sublimé par ses accords d'exception. Un présent rare à offrir ou à partager.

Offre disponible au Marais Restaurant | Immeuble Atrium, 5ème étage, Ankorondrano
(+261) 34 50 674 97 | contact@marais-restaurant.com

Atsimo Andrefana, de Madagascar

La région Atsimo Andrefana est composée par 9 districts, et 121 communes.

Superficie totale : 66 520 km2
Capitale : Tuléar (Toliara)
Population : 1 797 894
Natalité : 4,7 enfants par femme

TAUX D'URBANISATION

14%

DENSITÉ

27 habitants par kilomètre carré

la plus vaste Région

NIVEAU D'INSTRUCTION

Supérieur : 1.90%
Secondaire 2 : 4.00%
Secondaire 1 : 12.20%
Primaire : 29.80%
Aucun niveau : 52.10%

APTITUDE À LIRE ET ÉCRIRE UNE LANGUE

Malagasy : 46.5%
Français : 19.1%
Anglais : 5.3 %

MÉTÉO

- Durant l'hiver austral, la température moyenne est de 20°C pour des précipitations d'environ 20 millimètres par mois. Et durant l'été, la température moyenne atteint les 25°C et les précipitations tournent autour de 125 millimètres par mois.
  (Source : données de la Banque Mondiale et de la météorologie malagasy)

RESSOURCES

- Pêche traditionnelle, surtout pratiquée par l'ethnie Vezo
- Tourisme
- Agriculture

ÉLÉMENTS GÉOGRAPHIQUES ET TOPOLOGIQUES

- La région connaît un climat très sec, voire aride selon les endroits, en particulier dans l'intérieur des terres.
- La région compte quatre parcs nationaux et réserves spéciales principales -Tsimanampetsotsa, Beza Mahafaly, Kirindy Mitea et Zombitse-Vohibasia- sans compter les plus petites aires protégées comme l'île de Nosy Ve, en face de la plage touristique d'Anakao.
- Anakao au sud de Tuléar, et Salary au Nord sont les deux principaux points touristiques de la région. La RN7 qui fait la fonction avec Antananarivo draine beaucoup de visiteurs.
- La Région Atsimo Atsinanana se trouve dans une zone dotée d'un réseau hydrographique très dense. Les principaux cours d'eau de la région sont : Manapatrana, Manambato, Soakibany, Ihonarivo, Menarandra, et Menagnara.
- Au Sud de Tuléar, le sous-sol renferme un gisement de houille inexploité, à Sakoa, connu depuis des décennies.
- Au Nord de Tuléar, la forêt sèche abrite un des derniers peuples de chasseurs cueilleurs du monde, les Mikea.

Source des photos : © Office National du Tourisme de Madagascar

Source : MDG - INSTAT - RGPH2018

« Notre plus grand défi, c'est l'eau !

Edally Tovondrainy Ranoelson, le gouverneur de la région Atsimo Andrefana met en avant le potentiel de la plus vaste région de Madagascar et évoque son principal défi : l'eau. Entretien.

Qu'est-ce que la région Atsimo Andrefana possède de plus par rapport aux autres régions de Madagascar ?
Nous disposons de nombreux potentiels dans tous les domaines, que ce soit la pêche, l'agriculture, ou l'élevage. C'est l'Atsimo Andrefana qui abrite le plus de zébus, dans tout le pays, avec 49% du total, d'après des statistiques de 2018.

C'est également la région la plus vaste de Madagascar avec 9 districts, 121 communes, près de 1 742 fokontany, 530 kilomètres de côtes, et des terres fertiles. La zone profite aussi du soleil, de beaucoup de vent, d'une grande biodiversité et d'une richesse souterraine incommensurable. Notre défi : faire en sorte que l'Atsimo Andrefana soit la région la plus développée de Madagascar, et pourquoi pas, de l'Afrique.

Quelles sont les principaux défis et menaces pour le développement de la région ?
Notre plus grand problème, c'est l'eau. Les rizières d'Ankililoaka, à Tuléar, deviennent sèches alors qu'auparavant c'étaient le grenier de la région. Idem pour la partie sud du district de Morombe, les communes de Basibasy et Tany Mieva, où les parties irriguées ont largement diminué. C'est un effet du changement climatique. Nous devons trouver une solution pour irriguer les zones sèches. Et d'ailleurs, je lance un appel aux investisseurs dans ce sens. Nous discutons déjà avec la Banque Mondiale dans le cadre du projet Mionjo.

Avez-vous suffisamment de resources pour concrétiser le plan régional de développement ?
On fait ce qu'on peut, avec nos moyens. De plus, l'Etat a alloué les mêmes subventions à toutes les régions, qu'importe leur taille, alors que nous sommes la plus vaste.

Quelle forme prend la collaboration avec l'Etat ?
Le gouvernorat représente l'Etat dans la région, et nous collaborons de près, malgré la décentralisation. Nous prenons part à la concrétisation de la vision du Président de la République et de la politique générale de l'Etat. Mais bien entendu, nous possédons aussi notre vision. Il faut donc concilier ces deux plans de travail pour pouvoir aller plus vite. La région Atsimo Andrefana a adopté son plan régional de développement, tous les domaines et tous les secteurs sont concernés.

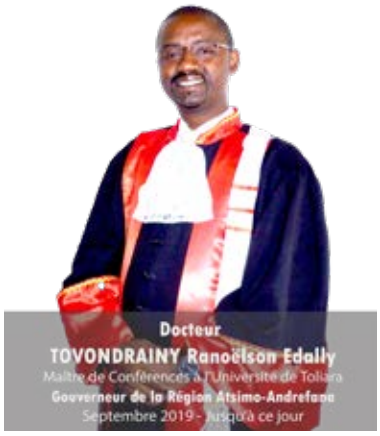
Gouverneur de la région Atsimo Andrefana

Quels genres d'entreprises la région abrite-t-elle ?
Des entreprises minières, mais aussi des sociétés dans la pêche, et l'agriculture, dont l'exploitation du coton. La région Atsimo Andrefana est d'ailleurs numéro un à Madagascar, et l'un des leaders d'Afrique, dans la culture cotonnière.

La région est l'une des plus touristiques de Madagascar. Après le Covid, quelles sont les pistes de relance ?
Effectivement, peut-être que beaucoup l'ignorent, mais c'est la deuxième destination qui attire le plus de touristes à Madagascar. Après la crise sanitaire, la région a exécuté des stratégies pour booster le tourisme interne et cela a porté ses fruits pour 2022. Il faut ajouter à cela le fait que Tuléar a été la ville hôte de l'Asief (Association Sportive Interministérielle pour l'Entretien des Fonctionnaires) qui a vu la participation de près de 20 000 personnes. Et la ville a également reçu le championnat national de handball. On ne peut pas négliger ces événements car les participants consomment sur place.

Que dire de la pêche ?
Nous avons le potentiel, et sans vouloir être prétentieux, je pense que la région est le leader à Madagascar. Il y a des pays entiers qui ne possèdent même pas la surface côtière de la région Atsimo Andrefana. Certains de nos littoraux ne sont pas encore exploités, ou très peu, comme c'est le cas d'Ambohibe, Androka, ou Itampolo. Nous avons des suggestions et des projets pour améliorer la filière et j'en profite pour remercier le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue.

Tiana Ramanoelina



Houssen Mebobaly (à gauche, en polo) avec des cultivateurs locaux

Quand la farine transforme le manioc

Une nouvelle manière de consommer le manioc à Tuléar. L'entreprise Malakass vient de mettre en service une unité de transformation, de 600 mètres carrés, de la célèbre racine… en farine. "Le manioc est considéré comme un aliment de "pauvre", alors qu'on peut en tirer des produits locaux diversifiés, pour participer à l'autosuffisance alimentaire et éduquer les gens à manger mieux", s'enthousiasme Houssen Mebobaly, 35 ans, le PDG de Malakass. La farine de manioc est le premier substitut à la farine de blé et peut servir en boulangerie et pâtisserie.

Le dirigeant a grandi à Tuléar, est parti suivre ses études en France et travaillé dans la finance, à la BNP Paribas, avant de revenir au pays. Il travaille sur ce projet depuis 3 ans, depuis le montage jusqu'au démarrage de la production le 1er septembre 2022.

Pour le financement, Malakass a effectué une levée de fonds auprès du fonds malagasy Miarakap, une des branches du fonds d'impact français Investisseurs et Partenaires -qui a fêté ses 20 ans ce mois d'octobre- et le fonds Insaan ("humain" en indien), une structure d'investissement philanthropique londonien. A eux deux, ils détiennent 49% du capital, et le PDG a gardé 51%. Avec Malakass -jeu de mot entre "malagasy" et "cassava", "manioc" en anglais-, Houssen Mebobaly signe une grande première industrielle pour le sud… et même pour le pays tout entier. Entretien.

Pouvez-vous raconter la création de l'unité de production ?
J'ai un lien affectif très fort avec le sud de Madagascar, où ma famille est déjà établie. C'est pourquoi j'ai eu envie d'y développer ma propre entreprise dans l'agri-business. J'ai aussi réalisé que Madagascar dépend beaucoup des importations pour les produits de première nécessité. Enfin, dans la région, je me suis rendu compte que le manioc était beaucoup cultivé mais sans aucune transformation. Alors que dans plusieurs pays africains, la racine est transformée en très grande quantité et peut être déclinée en 114 produits : fécule, farine, gari, chips, feuilles en poudre... Même les épluchures peuvent être transformées en engrais, ou en provende pour les animaux.

Quels sont vos objectifs de production ?
Par jour, nous pouvons traiter quatre tonnes de manioc, pour produire deux tonnes de farine. Nous n'avons pas encore la capacité de produire en quantité industrielle. Mais nous voudrions, en 2024, par jour, utiliser 30 tonnes de manioc pour produire 10 tonnes de farine. L'usine respecte toutes les conditions d'hygiène et de sécurité. Demain, nous sommes capables de passer à l'échelle. Pour l'heure, nous restons sur des volumes plus modestes, car nous voulons que les agriculteurs soient formés à travailler avec un gros fournisseur et que le rendement soit régulier.

Les fournisseurs sont donc des producteurs locaux ?
Pour l'approvisionnement, je travaille en effet avec les cultivateurs de manioc de la région. Nous avons formé une coopérative et créé une communauté de 500 exploitants, pour les professionnaliser. Les agriculteurs étaient déjà là, mais la chaîne de valeur était très peu développée.

Quels sont les clients cibles ?
Mon partenaire, le fonds d'investissement Miarakap, m'accompagne dans la segmentation du marché. On a catégorisé les clients en deux cibles. D'abord, les professionnels de la gastronomie, tous les chefs pâtissiers et cuisiniers de Madagascar. On veut qu'ils deviennent les ambassadeurs, les visages de la farine de manioc Malakass. Ensuite, on cible les clients de la grande consommation : ceux qui préfèrent la farine sans gluten, par exemple. Et pour les premiers pays d'export, je cible d'abord les îles voisines. L'Île Maurice et la Réunion sont déjà demandeurs de farine de manioc.

Production et transformation locale de produits de première nécessité

Et les concurrents ?
Nos concurrents sont clairement les importateurs de farine de manioc. Et le consommateur regarde avant tout le prix. Nous devons parvenir à valoriser le fait que nous produisons localement, à terme.

Quels sont vos axes de développement marketing?
L'idée est d'accompagner le consommateur pour qu'ils découvrent les saveurs de cette farine. Je veux mettre en avant la qualité de notre produit. Un jeune chef va accompagner le consommateur, à travers des vidéos mensuelles, pour explorer les saveurs du produit en proposant des recettes originales, de gaufres ou de crêpes, par exemple. Plus tard, pour montrer ce produit à l'étranger, il nous faut obtenir les certifications adéquates. La prochaine étape sera d'acquérir le label bio Ecocert, en 2023. À Madagascar, dans le sud, les agriculteurs n'utilisent pas d'intrants chimiques, cela ne devrait donc pas être trop compliqué. On veut accompagner nos agriculteurs dans le processus.

Combien d'employés travaillent à Malakass ?
Nous sommes 15 en tout avec l'équipe administrative. À Tuléar, on eu du mal à recruter : les gens ne sont pas formés, l'université est très généraliste, en cours de développement… Et la ville n'a pas de grosses industries, donc pas de réseau solide sur lequel un jeune entrepreneur peut s'appuyer. J'ai recruté à Tana l'un ingénieur malgache spécialisé dans l'agro industrie qui gère l'unité de production. Cela dit, il travaille avec huit machinistes recrutés, eux, à Tuléar. On crée de l'emploi localement. Quand on passera à l'échelle, on veut atteindre une cinquantaine d'employés. On valorise les jeunes.

Collaborez-vous avec les autorités locales?
Il y a un soutien de la part du ministère de l'Agriculture, ainsi que celui du Commerce et de l'Industrie, mais pas de collaboration. Je cherche à obtenir des appuis plus locaux avec l'université, avec le CNAM (Conservatoire National d'Art et Métiers, l'école spécialisée en agronomie de Tuléar). L'idée, c'est de nouer des partenariats pour recruter plus facilement dans la région, par la suite. Je fais aussi partie du programme européen COLEA CP, qui m'accompagne dans la formation grâce à un important réseau d'entrepreneurs en Afrique.

Votre famille a-t-elle été une force au cours de ce projet ?
Je suis fils d'entrepreneur. Mon père est le fondateur de Safy Construction, une entreprise dans le secteur du bâtiment, qui produit de la chaux, à Tuléar. J'ai reçu leur soutien lors de la construction de l'unité de Malakass, pour la recherche de terrain, le montage des machines… Ma famille a connu les mêmes déboires que moi dans le recrutement local, donc ils m'ont bien aiguillé. Dans le groupe familial, je suis aujourd'hui le vice-président, et mon rôle est essentiellement centré sur l'administratif. Alors qu'à Malakass, je suis le directeur général, et c'est moi qui définit la vision. Ma famille ne détient pas de part dans mon entreprise. À terme, j'aimerais cependant que Malakass entre dans le groupe familial, pour former un conglomérat et adopter une vision familiale commune.

Santatra Verny

L'usine de production de la farine

Docteur Vololonavalona Ravelo

La spiruline, l'algue qui sauve des vies

« Mana maitso », « manne verte » ; ou encore « nourriture donnée par Dieu », disaient d'elle les scientifiques malagasy. C'était à l'époque de sa découverte, dans le Sud de la Grande Île, en 1986. La spiruline, cette algue microscopique et très nutritive, détient en effet le pouvoir miraculeux de soulager la malnutrition des populations du Sud de Madagascar, en particulier des enfants. A condition qu'on parvienne à en cultiver et à en distribuer assez.

Les travaux des scientifiques malagasy ont abouti à la création de Spirusud Antenna, en 2002 : la première ferme de production de spiruline dans la Grande Île, en collaboration avec la fondation suisse Antenna. La structure est située dans l'enceinte de l'université de Maninday, épicentre de la recherche locale en spiruline. Actuellement, Spirusud Antenna produit, chaque année, près de 400 kilogrammes de spiruline en hiver et près de 1 200 kilogrammes en été. Ce qui est faible face aux défis globaux de la malnutrition dans le Grand Sud…

Mais les investissements ont porté leurs fruits, à leur échelle. "20 000 enfants en malnutrition aiguë dans la région Sud ont été pris en charge grâce au traitement par la spiruline", se félicite le Dr Vololonavalona Ravelo, enseignant-chercheur à Maninday, qui figure parmi ceux qui ont initié les travaux. "Après des mois de traitement, ces enfants ont pu prendre du poids et recouvrer la santé", poursuit-elle. En effet, 100 grammes de spiruline contiennent 60 à 70 grammes de protéines, du fer, du phosphore, du magnésium, du zinc et du cuivre. L'algue est plus riche en vitamine A que la carotte et contient 56 fois plus de fer que l'épinard, détaille la scientifique.

Une partie de la production de Spirusud Antenna est distribuée gratuitement à des centres ou à des associations de prise en charge d'enfants souffrant de malnutrition sévère. L'autre partie est vendue pour financer la ferme.

Entre 2002 et 2021, Madagascar comptait une trentaine de fermes de spiruline, dans plusieurs régions (Boeny, Vakinankaratra, Analamanga et Antsiranana). La création de ces unités avait été soutenue par l'équipe du Dr Vololonavalona Ravelo. "L'idée était d'en implanter une dans chaque région", souligne encore la scientifique.
Mais aujourd'hui, la production souffre. « Les cyclones ont dilué et détérioré la plupart des gisements naturels de spiruline à Toliara», regrette le Dr Vololonavalona Ravelo. Or la région Atsimo Andrefana est la seule à bénéficier de ces sources naturelles de l'algue.

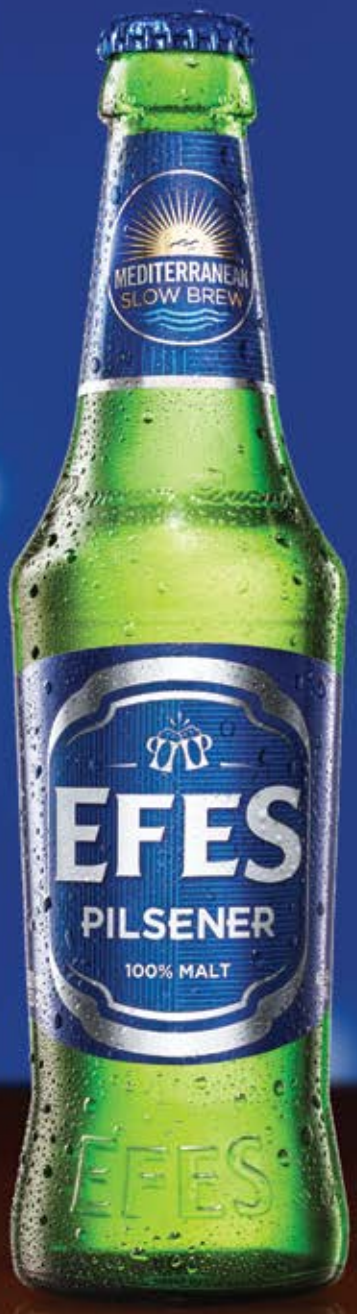
Et pour la culture en bassin contrôlé, ces deux dernières années, avec la pandémie de Covid 19, le prix des intrants a explosé. "Avant, le bicarbonate de soude était vendu à 15 000 ariary le sac, contre 125 000 ariary aujourd'hui, déplore la scientifique. Sur les cinq producteurs dans l'Atsimo Andrefana, il ne reste plus que Spirusud Antenna."

Pour aider la filière, le Dr Vololonavalona Ravelo encourage le reboisement et également des aides de l'Etat pour acheter les intrants. Elle révèle également l'existence de futurs projets avec le ministère de la Pêche. Une collaboration qui devrait aboutir à la création d'une usine de production de spiruline. "La "manne verte" continuera à sauver des vies», affirme la scientifique.

Nambinina

EFES

Nouvelle bière
de qualité supérieure
100% MALT



33cl

50cl

Habibo Group

La région Atsimo Andrefana réclame **plus de visiteurs**

C'est le bout de la RN7. Le cul-de-sac du plus célèbre tour de Madagascar : le trajet de Tana à Tuléar à travers les Hauts-Plateaux, le plateau de Ihorombe, l'Isalo et la plaine littorale de Tuléar. Comme partout à Madagascar, le tourisme en Atsimo Andrefana renaît lentement de ses cendres.

La région -la deuxième plus fréquentée de Madagascar- abrite plusieurs pépites qui accueilleraient bien davantage de visiteurs… sans pour autant tomber dans le tourisme de masse.

Pour l'heure, la fréquentation connaît une nouveauté par rapport à l'avant Covid. Les touristes internationaux -en majorité, des Français, des Italiens, des Anglais et des Allemands- commencent à revenir, mais " auparavant 85% des visiteurs étaient des étrangers et 15% des Malagasy, alors qu'actuellement c'est l'inverse ", remarque Solo Nentea, guide accompagnateur et organisateur de circuits à Tuléar, et également administrateur du groupe Tourisme Atsimo Madagascar. " Le problème avec les touristes étrangers, c'est le prix du billet d'avion qui est exorbitant " , regrette le guide.

Il cite aussi le manque d'infrastructures routières parmi les obstacles au tourisme. En attendant le retour de l'affluence, tour d'horizon des points d'intérêt.

Source : © Office National du Tourisme de Madagascar

Mangily et Ifaty

De belles plages ! Les visiteurs peuvent effectuer de nombreuses activités comme le snorkeling. On peut également faire du kitesurf à Ambolimailaka. " Pas seulement à Mangily, mais sur tout le Canal de Mozambique, dans le Sud-Ouest du pays, on peut observer les baleines quand c'est la saison ", explique Solo Nentea.

Les touristes peuvent aussi visiter une réserve ornithologique qui abrite une forêt de baobabs et d'autres plantes épineuses. " A Mangily et même sur tout le littoral, la plupart des villageois sont des pêcheurs. Une visite nocturne est aussi faisable, car il fait chaud sur place et le village est très animé la nuit ", poursuit le guide.

Anakao

La plage de ce village de pêcheurs est située dans la commune d'Ambolofotsy, district de Tuléar II, à une trentaine de kilomètres au sud de la ville. Les gens se rendent souvent à Anakao pour visiter la fameuse île " Nosy Ve ", réputée pour ses plages paradisiaques et ses lagons. Elle est située à 8 kilomètres au large de la plage et la traversée dure moins d'une heure. Une fois sur place, les visiteurs peuvent faire des balades entre les arbustes ras, et les plages de sable blanc. Nosy Ve est l'un des rares endroits connus dans le monde comme lieu de reproduction des oiseaux appelés paille-en-queue. " C'est très particulier car ces oiseaux ne peuvent pas quitter Nosy Ve, même pas pour aller à Anakao. Ils sont connus surtout pour leur mode de vie unique et cela attire les visiteurs ", précise le guide. Ce n'est pas tout, l'île regorge aussi d'histoire : elle abrite des tombes créoles et même l'ancre d'un bateau qui se serait échoué à proximité de l'île vers 1885.

Le trajet vers Anakao reste difficile. L'endroit n'est pas une île mais le fleuve Onilahy coupe la piste au niveau de Saint Augustin, au sud de Tuléar, et il n'y a pas de pont. Solo Nentea raconte : " 95 % des gens qui veulent aller à Anakao sont obligés de prendre un bateau. A partir de Tuléar, on ne peut pas y aller en voiture car il faudrait dévier jusque dans le district de Betioky Sud pour ensuite revenir à Anakao et cette déviation fait 300 kilomètres alors que la distance entre Tuléar et Anakao n'est que de 51 kilomètres par la piste, s'il y avait un pont... Il y a deux compagnies qui effectuent la traversée en bâteau pour environ 120 000 ariary pour les locaux et 140 000 ariary pour les étrangers [environ 30 euros, et 40 euros, NDR]. Auparavant, il y avait le bac Fiavota qui pouvait effectuer la traversée de la Baie d'Onilahy entre la commune de Saint-Augustin et le littoral. Mais le moteur est tombé en panne…"

Le bac a aussi été utilisé de manière frauduleuse par des autorités locales pour leur propre compte, bien qu'ayant été financé par l'Union Européenne…

Saint-Augustin

La commune se situe dans la commune de Tuléar II, à une quinzaine de kilomètres au sud de la ville. Avant d'arriver à destination, on coupe le Tropique du Capricorne, matérialisé par une stèle, puis les visiteurs peuvent aussi s'arrêter pour visiter la grotte de Sarodrano. Notre guide reprend : " L'eau douce qui coule dans cette grotte est issue d'une rivière souterraine depuis la région des Sept lacs alors que la mer n'est pas loin, ce qui explique le goût saumâtre de l'eau. Bien entendu on peut se baigner. La grotte abrite également les fameux poissons aveugles, endémiques de Madagascar [nom scientifique : Typhleotris madagascariensis, NDR]. On retrouve également ces poissons aveugles à la grotte du parc Tsimanampesotsa."

" Une fois sur place, à Saint-Augustin, les touristes peuvent aller à la rencontre des flamants roses, et profiter aussi de la piscine naturelle dont le circuit a été validé en 2020. Par contre, il n'y a que des petits hôtels là-bas ce qui justifie le fait que très peu de visiteurs y restent pour dormir ", fait savoir le guide.

Saint-Augustin abrite également la première église luthérienne bâtie dans la région Atsimo Andrefana (dont la construction a pris plus de 20 ans),et la tombe du couple de missionnaires norvégiens. Outre la visite du petit village de Saint-Augustin et son marché, et les randonnées, les visiteurs peuvent également faire du parapente.

Ambatimolo

La localité se situe à 120 kilomètres au nord de Tuléar. C'est un endroit très isolé et difficile d'accès, avec, sur le trajet, d'autres endroits connus comme Ankasy, Salary et Andavadoaka. Solo Nentea reprend : " C'est Ambatomilo qui attire le plus de visiteurs dans cette zone, grâce à ses plages et à ses sables fins. Toutes les activités nautiques sont possibles et on peut également visiter la forêt des Mikea qui abrite les Malagasy autochtones, de nombreuses espèces d'arbres… C'est une forêt très vaste. Le problème reste toujours l'accès car c'est une piste de sable. "

Tiana Ramanoelina

Les agriculteurs de la mer

Dans les environs de Tuléar, les fermiers ont aussi investi le monde marin. Les entreprises Ocean Farmers et Indian Ocean Trepang (IOT) cultivent les algues et les concombres de mer grâce à un modèle coopératif avec les communautés villageoises de la côte.

Frédéric Pascal, le directeur d'Ocean Farmers, met en avant les externalités positives de telles cultures : « L'aquaculture des algues ou des concombres possède un potentiel d'impact environnemental et social très important. On préserve des habitats comme les herbiers marins, les mangroves, et les coraux. A condition de respecter des bonnes pratiques ! Dans d'autres pays, notamment en Tanzanie, à Zanzibar et en Indonésie, l'algoculture a été faite d'une manière très destructive, sous un modèle non contrôlé ».

A ce jour, Ocean Farmers emploie 220 personnes, travaille dans 47 villages et collabore avec environ 2 000 fermiers. Pour sa part, IOT emploie environ 150 salariés et gère environ 350 fermiers sous contrat. Leurs activités s'étendent du Sud de Toliara, jusqu'en Menabe, à des centaines de kilomètres plus au Nord. Les produits seront ensuite exportés, vers l'Asie pour les concombres et vers l'Europe pour les algues.

Transformer les pécheurs en aquaculteurs

A l'origine, l'idée de l'aquaculture est venue de Copefrito -la maison-mère d'IOT et de Ocean Farmers- une entreprise de collecte, de transformation et d'exportation des produits de mer (poulpes, poissons, calmars), installée à Tuléar depuis plus de 25 ans. Au fil des années, ses dirigeants se sont rendus compte que les ressources naturelles s'épuisaient, et que les écosystèmes se dégradaient, notamment sous la pression anthropique.
Dans les années 2000, Copefrito entame des discussions avec des ONG de conservation avec une idée : transformer des pêcheurs en fermiers de la mer. « Les aquaculteurs créent des ressources à partir de presque rien, expose Frédéric Pascal. Le problème, c'était de faire évoluer la mentalité des pêcheurs et cela a pris du temps." Les deux projets démarrent autour de 2010.
A la base, Copefrito s'est engagé, auprès des ONG de conservation, à ne pas acheter des produits pendant les périodes de fermeture de la pêche, pour permettre aux stocks naturels de se renouveler ; et à développer ces projets d'aquaculture d'algues et de concombres, pour que les pêcheurs gagnent des revenus pendant les périodes de fermeture.
Sur les algues, au départ, en 2011, Ocean Farmers intervenait sur deux zones : la Baie des Assassins et Sarodrano, sur un petit nombre de villages, en collaboration avec les ONG Blue Ventures et Transmad. Bien vite, les autres communautés de la région ont voulu le même modèle chez elles. Au prix de longs efforts, 10 ans après, Ocean Farmers a réussi à répliquer le modèle dans 47 localités.
Le modèle d'Ocean Farmers s'appelle « aquaculture villageoise contractuelle ». D'abord, la société signe un contrat individuel avec chaque famille de fermier. « Dans ce contrat, on a plusieurs engagements qui visent la durabilité, on demande aux fermiers de respecter les bonnes techniques de cultures qui réduisent les risques de maladies et d'autres dangers pour la culture."

Le contrat impose aussi le respect de mesures sociales et environnementales, comme par exemple l'interdiction du travail des enfants et le respect des aires marines protégées. Le contrat prévoit aussi la fourniture -gratuite- de matériels de bonne qualité au fermier. "Si on ne fait pas ça, les fermiers utilisent des équipements peu chers ou utilisent des ressources naturelles et déforestent, par exemple", explique le directeur d'Ocean Farmers.
Si les fermiers respectent les engagements, la société achète l'intégralité de la production du fermier à un prix fixe, discuté en amont. « L'idée, c'est d'éviter que le fermier subisse des variations de marché, insiste Frédéric Pascal.

Aquaculture d'algues et de concombres de mer

Si le prix baisse, le fermier va être démotivé et il risque d'arrêter de cultiver, d'aller pêcher à la place et d'abandonner son matériel en mer. Il y a des risques de pollution. Et quand le prix monte trop, les fermiers risquent d'aller cultiver en masse de manière incontrôlée : il y a un gros risque de pression pour l'environnement." Le prix d'achat d'Ocean Farmers peut monter, en fonction de la performance globale du modèle économique, mais Ocean Farmers s'est engagé à ne jamais le baisser. En retour, le fermier s'engage à ne pas vendre à un autre acheteur, pour que les investissements restent cohérents.

Pour produire des algues, il faut attacher des boutures à des cordes dans des endroits propices et les récolter au bout de 45 jours, en les ayant entretenues régulièrement tout au long de la croissance. Ensuite, elles sont séchées directement dans les villages. Un premier contrôle qualité est effectué à l'achat, deux fois par mois au minimum. Ensuite, les algues sont transportées sur Tuléar en camion pour les sites les plus proches et en boutre pour les autres. Dans un entrepôt, des ouvriers les nettoient, les pressent, et les emballent avant de les mettre dans des conteneurs pour les exporter par voie maritime..

"Le composant le plus important dans les algues est le carraghénane, qui est extrait dans une usine de transformation en France, détaille Frédéric Pascal. Cela donne un composé blanc utilisé comme texturant dans les industries cosmétiques ou agroalimentaires."

Ocean Farmer explique que la transformation locale n'aurait pas de sens par manque de volume. "On doit produire entre 2 000 ou 2 500 tonnes sèches par an sur l'ensemble de Madagascar, sachant qu'Ocean Farmers produit entre 1 500 à 1600 tonnes par an, c'est-à-dire 75% de la production de l'île. Or, pour être concurrentiel au niveau international, il faudrait sourcer au moins 10 000 tonnes, avoir la capacité de formuler le carraghénane avec d'autres produits dans des solutions texturantes à haute valeur ajoutée, et valoriser l'usine avec d'autres matières premières", poursuit-il.

Sur le volet concombre de mer, Ocean Farmers et IOT collaborent étroitement. Il y a deux modèles pour les concombres : le modèle villageois qui ressemble beaucoup à celui des algues et le company farming, une culture directement gérée par une société. « Les deux fonctionnent ensemble et sont indissociables», fait savoir Frédéric Pascal. IOT dispose de huit sites villageois sur les concombres de mer.

Les larves sont produite dans une écloserie pendant trois mois, puis vont atteindre le stade de « juvénile » en nurserie pendant 4 mois. Ces deux étapes, réalisées à terre, nécessitent un fort investissement et des coûts opérationnels importants. C'est seulement après que les jeunes concombres sont envoyés pour grossir en mer. La durée totale du cycle pour atteindre la taille commerciale est de 24 mois dont entre 15 et 18 mois en mer. Les concombres sont ensuite exportés par avion, essentiellement vers l'Asie.

Mais les équipes d'IOT et Ocean Farmer rencontrent de nombreux défis opérationnels. Frédéric Pascal explique : « Il y a plusieurs acteurs à Madagascar qui achètent des produits d'aquaculture, des algues ou des concombres, en faisant passer cela pour des produits sauvages. Ces sociétés possèdent des licences de collecte de concombre et d'algues sauvages et vont dans les villages où travaillent Ocean Farmers et IOT. Ils proposent des prix supérieurs aux nôtres pour racheter les produits de nos fermes. Ils peuvent se le permettre car ils n'ont pas investi dans la production et la durabilité."

Cette situation crée des tensions dans les communautés. "A la fin, les villages finissent par comprendre que leur intérêt, c'est la durabilité", constate le dirigeant. Et les entreprises souffrent aussi de vols. Ocean Farmers et IOT perdraient chaque année entre 20 à 30 % de leurs chiffres d'affaires, selon Frédéric Pascal, ce qui freine fortement les investissements et le développement.

Des risques qui n'empêchent pas les équipes de voir plus grand. Ocean Farmers et IOT ont monté un nouveau projet avec l'USAID. Baptisé « Nosy Manga : aquaculture régénératrice pour la nature et les communautés », le projet devrait étendre le modèle sur de nouvelles zones autour de Morombe, en Menabe, et dans la Sava.

Tiana Ramanoelina

« Construire une image de ville propre

Virginia Careri

Toliara, la cité du soleil, n'a pas toujours honoré son appellation. Virginia Careri s'en souvient comme si c'était hier. « Les déchets n'étaient un souci pour personne quand nous sommes arrivés », confie la chef d'antenne pour l'ONG allemande, Welthungerhilfe (WHH), dans la région Atsimo Andrefana. Les habitants de la ville jetaient les ordures partout, notamment dans la décharge abandonnée de Tsongobory, où les déchets s'exposaient à ciel ouvert.

Et pourtant. A cause des montagnes de détritus, la population de Toliara -168 756 habitants selon le recensement de 2018- risque des maladies immédiates (choléra, infections pulmonaires, parasites divers…), mais aussi des pathologies de long terme. Une étude du Programme des Nations Unies pour le développement, en 2007, a démontré que les enfants vivant à proximité d'une décharge, au Nigéria, avaient une concentration excessive de plomb dans le sang et qu'ils étaient en contact avec des agents polluants comme des métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome…) et des substances toxiques diverses, dans le sol, l'air et la terre. La moitié des enfants examinés souffraient aussi de maladies respiratoires chroniques. Et les matières toxiques s'infiltrent dans la terre, dans les nappes phréatiques, et peuvent se répandre loin… En outre, la santé économique de Toliara doit craindre la non-gestion des déchets, qui décourage notamment le tourisme et l'implantation de business.

Welthungerhilfe

Gestion des déchets à Tuléar

Les premiers changements ont commencé à se faire ressentir en 2014, avec la mise en place du Projet d'assainissement solide et sécurité alimentaire à Toliara (PASSAT). Un plan de développement dont les enjeux dépassent la seule propreté de la ville.

Durant sa première phase, le projet consistait en la mise en place d'un plan d'assainissement de Toliara. Cela a abouti à la création du centre de stockage et de valorisation de déchets, à Aboriha, dans la commune de Belalanda, en 2017. Actuellement, par jour, ce site reçoit 70 à 80 tonnes de déchets à valoriser, sur les 120 tonnes quotidiennes d' ordures produites par la ville de Toliara.

"La municipalité s'est dotée d'un réel système de traitement et de valorisation des déchets, aux normes environnementales", traduit Virginia Careri. Les déchets sont triés en différentes catégories. Les ordures organiques servent pour fabriquer du compost ou du charbon vert, destiné à remplacer le charbon de bois. Le projet Passat contribue donc à lutter contre la déforestation, car le charbonnage est la première cause de coupe sauvage.

Quant aux détritus non organiques, ils sont triés, nettoyés et revendus comme matériels. Et les objets les plus prometteurs vont servir à fabriquer des biens artisanaux. La décharge est donc un gisement de valeur en plus pour Tuléar et injecte, dans l'économie locale, du revenu. Ce système a d'ailleurs permis de créer une centaine d'emplois, dont une moitié provient de la population de Belalanda et une autre moitié de la ville de Toliara. "Cette initiative a donné à la ville une nouvelle identité: celle d'une municipalité propre et respectueuse de l'environnement, se félicite Virginia Careri. Nous avons remarqué un grand investissement de la part de la population et des élus locaux."

Aujourd'hui, même si Toliara revêt un nouveau visage, bien plus attirant pour les touristes, le combat continue pour l'équipe de WHH. « Nous sommes actuellement en train d'évaluer un business plan pour assurer la continuité du projet », souligne Virginia Careri.

Mais pour que la "Cité du soleil" mérite totalement son appellation, il faut encore convaincre des entreprises industrielles de mettre en place des actions de réduction de déchets, en amont de leur chaîne de valeur. La dirigeante pousse aussi pour l'intégration du secteur déchet dans la politique nationale de lutte contre le changement climatique, et dans la formation scolaire, afin que tous les enfants soient éduqués à traiter et valoriser les ordures.

Nambinina

Main dans la main pour soutenir les PME à Madagascar

Le 6 octobre 2022, à son siège à Antaninarenina, la Société Générale Madagasikara et International Finance Corporation (IFC) -l'institution financière de la Banque Mondiale- ont conclu l'accord de financement d'une ligne de crédit octroyée à la Société Générale Madagasikara qui vise à renforcer le financement des PME et de soutenir le développement économique à Madagascar.

Concrètement, cet accord permet à la Société Générale Madagasikara d'avoir un fonds de réserve disponible pour être prêté aux micros, petites et moyennes entreprises malgaches qui contribuent à la croissance du pays. L'accès au financement est souvent une contrainte majeure pour les PME alors qu'elles sont les plus grandes pourvoyeuses d'emplois à Madagascar et l'une des catégories les plus impactées par la crise sanitaire.

Pour bénéficier d'un prêt, les PME peuvent approcher une des 70 agences de la Société Générale ou entrer dans l'un des six centres d'affaires dédiés aux entreprises et aux PME partout à Madagascar : il suffit de présenter son projet dont la pertinence sera évaluée.

Thibault Vallet, Directeur des Relations Entreprises et Institutionnelles précise : « Les crédits proposés et octroyés par la Société Générale sont des crédits responsables qui seront traités selon les processus normaux et sains d'évaluation de la pertinence des projets portés par les entrepreneurs comme on le fait aujourd'hui et comme on continuera toujours à le faire."

Pour la Société Générale, en particulier à Madagascar mais aussi dans le reste du continent africain, "l'accompagnement des PME est au cœur de notre stratégie et est l'une de nos principales priorités, parce que nous avons conscience de l'importance des PME pour le développement du pays, poursuit Thibault Vallet. Outre le fait de créer des emplois, les PME sont des gros pourvoyeurs de recettes fiscales. Ce sont des entreprises qui émaillent les territoires, et tirent le meilleur parti de chacune des régions dans les différents pays dans laquelle elles se trouvent."

"A Madagascar, en particulier, nous essayons de nous positionner au cœur de la transmission des financements vers les PME en travaillant avec différentes institutions et acteurs pour mobiliser les bonnes énergies et les bonnes volontés au service des entreprises, achève Thibault Vallet.

La cérémonie de signature a vu la présence des collaborateurs de Société Générale Madagasikara : Gregory Postel, Directeur Général Adjoint, Thibault Vallet, Directeur des Relations Entreprises et Institutionnelles, Haingonirina Rakotomavo, Directeur Marketing et Communication, Andry Ravalomanda, Secrétaire Général, Lanto Tina Dreyer, Directeur de la Clientèle des Particuliers et des Professionnels. L'IFC a été représentée par Marcelle Ayo Country Manager Madagascar et Diogo Wahnon Investment Officer.

INERGY
Solutions

Une solution durable pour une électricité sans coupures chez soi !

DISTRIBUTEUR OFFICIEL

victron energy BLUE POWER

Fronius

ENPHASE

LORENTZ

ANTANANARIVO +261 34 22 447 27

MAJUNGA inergy@inergy.mg

SALONE

Matsiro VITA MALAGASY Nouilles instantanées Poulet

Matsiro VITA MALAGASY Nouilles instantanées Légume

Matsiro VITA MALAGASY Nouilles instantanées Bœuf

Matsiro VITA MALAGASY Nouilles instantanées Poulet

MALAGASY NY ANTSIKA

+261 78 462 26

salone@salone.mg

MATSIRO ERY

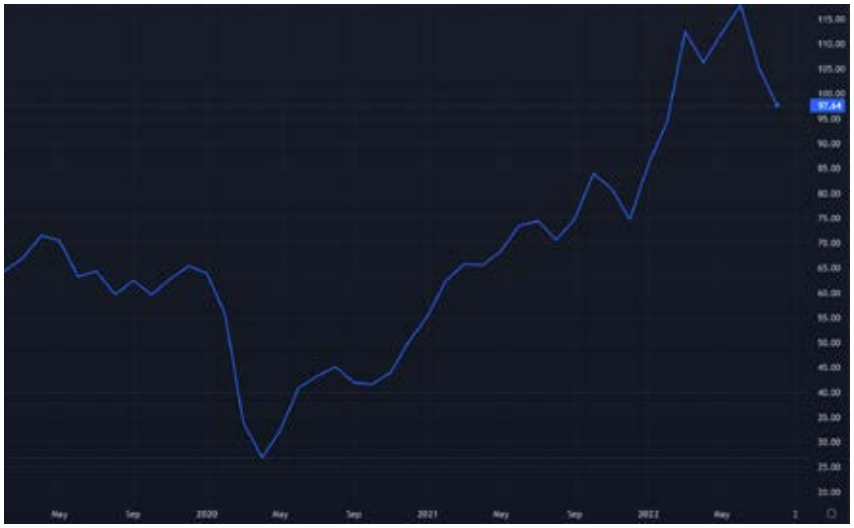
Bouleversements énergétiques internationaux

Madagascar peut

Une recomposition du paysage énergétique mondial. Toutes les nations y sont confrontées depuis plusieurs mois. Et Madagascar, comme les autres, cherche à en adoucir les conséquences. Mais à la différence de nombreux pays, la Grande Île possède de nombreux atouts (hydrocarbures, ensoleillement, accès à la mer…), à condition qu'ils soient bien employés… Madagascar devra résoudre son paradoxe permanent : disposer de grandes ressources énergétiques mais pâtir d'un manque chronique d'énergie.

Sur la scène internationale, depuis le début de l'année, la fin de quasi tous les confinements a mis sous tension le marché de l'énergie avec une demande plus forte que l'offre. D'où une flambée du prix du baril qui a presque doublé pour atteindre les 120 dollars (voir la courbe). Mais l' inflation touche toutes les énergies et les biens de consommations (voir le graphique avec l'inflation des principaux pays de l'OCDE). D'après les dernières prévisions du FMI, l'inflation mondiale devrait culminer à 9,5 % cette année avant de redescendre à 4,1 % d'ici à 2024.

La guerre en Ukraine a accéléré ces bouleversements. En particulier pour l' Europe. Le Vieux Continent doit trouver de nouveaux fournisseurs pour 40% de son gaz, qui, auparavant, venait de Russie (chiffre de l'Agence internationale de l'énergie). Les Européens se sont tournés vers les Etats-Unis, son "allié" au prix fort. «Certains pays, mêmes amis, obtiennent parfois des prix astronomiques», a déploré Robert Habeck, le ministre allemand de l'Economie, dans le journal Neue Osnabrücker Zeitung, le 5 octobre.
Mais la hausse des prix de l'énergie n'a pas que des effets directs, sur le pouvoir d'achat ou les balances commerciales. On voit apparaître des effets indirects et (très) problématiques. Exemple frappant : la pénurie d'essence en France, au mois d' octobre. Les employés de nombreuses raffineries sont entrés en grève pour réclamer une augmentation de salaire. Et ce sont les immenses profits des compagnies pétrolières, issus de la flambée du prix du baril, qui les ont poussés à réclamer leur part du gâteau.
Chez Total Energies, les grévistes réclament une hausse des salaires de 10 %, soit 7 % au titre de compensation de l'inflation et 3 % pour avoir leur part des immenses profits (10,6 milliards de dollars au premier semestre 2022). Chez ExxonMobil (Esso), les syndicalistes demandent une augmentation de 7,5 %, pour rattraper l'inflation, et ils exigent une prime fixe de 6 000 euros au titre de la redistribution des profits
(17,9 milliards de dollars au deuxième trimestre 2022, au niveau mondial). Et le sabotage du pipeline Nord Stream 2, qui constitue un axe stratégique de transfert de gaz entre Russie et Europe, ne risque pas d'arranger les choses pour les Européens. Ils sont pris au piège entre leur refus politique d'acheter le gaz russe, et des prix internationaux exorbitants, notamment à cause des Etats-Unis. Parallèle saisissant avec Madagascar, des médias français parlent de probables "délestages" pour la période hivernale. Le gouvernement français évoque aussi cette solution en dernier recours, dans son plan de sobriété énergétique, publié le 6 octobre.
Pour l'heure, l'Europe continue néanmoins d'être le principal client des exportations d'hydrocarbures russes, en en achetant environ la moitié, notamment du pétrole, selon un rapport du Center for Research on Clean Air (CREA), publié le 6 septembre. Mais les clients secondaires de Moscou, la Chine, la Turquie, l'Inde, le Japon, l'Égypte et la Corée du Sud sont appelés à augmenter leur part.
Dans cette recomposition mondiale, quel impact pour Madagascar ? La principale courroie de transmission de cette tempête énergétique est d'abord le prix du baril. Le 11 juillet 2022, après la flambée du début d'année, le Président Rajoelina et son administration n'ont eu d'autres choix que d'augmenter le prix à la pompe de 44% (de 4 200 à 5 900 ariary pour l'essence et de de 3 900 à 4 900 ariary pour le gasoil, avec un dollar pour environ 3 950 ariary à l'époque). En conséquence, les prix du ticket de transport et ceux des très nombreux produits qui intègrent le carburant comme consommation intermédiaire ont augmenté. Le niveau de vie de la population en souffre directement et à court terme. Mais à moyen et long terme, Madagascar ne manque pas d'atouts énergétiques pour mitiger les conséquences des luttes entre grandes puissances.



Prix du baril de pétrole (brent) depuis 2019

naviguer dans la crise

Le sol et les fonds marins malagasy renferment d'abord des hydrocarbures. L'entreprise Madagascar Oil avec son gisement d'huile lourde de Tsimiroro (plusieurs centaines de millions de dollars d'investissement) a démontré qu'il est possible de les extraire. Jusqu'en 2020, British Petroleum disposait d'un bloc pétrolier, repris depuis par la compagnie chinois Cnooc (qui ne semble pas beaucoup avancer sur l'exploration). Et Madagascar peut importer facilement ses hydrocarbures grâce à ses larges accès à la mer.

Pour le renouvelable, le pays profite d'un fort ensoleillement et d'un fort vent, surtout au sud, où les Alizées soufflent en permanence et dans la même direction. Enfin, Madagascar bénéficie d'un considérable potentiel hydro-électrique : l'EDBM, l'organisme chargé de faciliter le business, l'a estimé à 7,8 GW, soit l'équivalent de plusieurs centrales nucléaires, dans une étude en collaboration avec l'organisme de coopération allemande, la GIZ.

Et pourtant, seul 15% de la population a accès à l'électricité (selon la Banque mondiale, en 2019).
Pour Tahina Rakotoarisoa, membre du Cercle de Réflexions des Économistes de Madagascar, c'est "la situation politico-socio-economique depuis l'indépendance qui nous amène dans le K.O."

BP a quitté le pays, en partie, parce que l'imposition de son matériel lui paraissait trop élevée. Mais les opérateurs se plaignent aussi de multiplicité des interlocuteurs, de l'instabilité des administrations et des gouvernements. Autant d'éléments qui forcent à reprendre les discussions à zéro à chaque changement de responsable, et provoquent, à chaque étape d'un projet, des délais d'attente qui se comptent toujours en mois, et très souvent en années.

Ces lourdeurs ont notamment handicapé les deux principaux dossiers de barrages hydro-électriques. Pour Sahofika (192 MW), la société leader, Eiffages, avait rapatrié toutes ses équipes devant le blocage des discussions, sur l'année 2021. Mais les choses semblent s'améliorer. Le contrat de fourniture d'électricité à la Jirama a été signé en novembre 2021. Dans nos colonnes, le ministre de l' Energie, Andry Ramaroson, annonce un début des travaux avant la fin d'année 2022. Idem pour Volobe (120 MW). Pour les deux infrastructures, le responsable s' attend à la livraison des premiers kilowatt-heures pour 2026 ou 2027. Nul doute qu'il faudra une gestion administrative exemplaire pour que ces délais soit tenus.

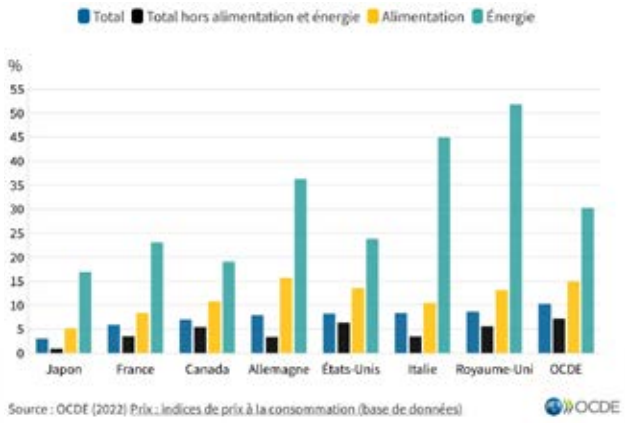
Quant à la Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité, elle multiplie les coupures envers les particuliers et les entreprises, tout en souffrant de pertes opérationnelles chroniques épongées par l'Etat à hauteur de centaines de millions de dollars sur les dernières années. Ses problèmes tiennent aussi, en grande partie, à une gestion défectueuse. "Cette société d'État est toujours asphyxiée par une gestion contre nature", assène encore Tahina Rakotoarisoa. Une gestion que les responsables ont promis d'améliorer…

Mais au-delà de l'assainissement de l' environnement des affaires, il existe des solutions locales pour accéder à l'énergie. Nous en donnons un aperçu dans nos colonnes. L'entreprise HERi vend des kits solaires tout en assurant le financement des clients. Dans son interview-portrait, le ministre de l'Energie évoque plusieurs pistes, dont l'autoproduction d'électricité des entreprises. C'est aussi ce qu'encourage la GIZ avec son programme PDP qui offre des études de faisabilité gratuites pour poser des panneaux solaires.

Côté solaire, les projets se multiplient. La centrale d'Ambatolampy, au Sud d' Antananarivo, dispose à présent de 40 MW contre 20 MW auparavant. Et le programme Sunref, financé par l'Agence française de développement, offre des financements importants à des entreprises qui souhaitent passer aux énergies renouvelables.

Du point de vue des hydrocarbures, le secteur connaît peut-être un tournant. Madagascar Oil a commencé à livrer son fioul lourd à des entreprises de la Grande Île. "Dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile et de la cimenterie", précise la société. Ses dirigeants ont réussi à surmonter l'état catastrophique de la route N1bis, qui relie le gisement et la capitale. Pour résoudre leur paradoxe -un gisement d'hydrocarbures sans marché- il a fallu faire passer des poids lourds sur des pistes de montagnes.

Emre Sari



Inflation en août 2022 pour les principaux pays de l'OCDE, en glissement annuel

Les émanations de gaz, à la suite du sabotage du pipeline sous-marin Nord Stream, entre Europe et Russie. Signe de la crise énergétique.

RIVO RADANIELINA

« La JIRAMA ne sera plus déficitaire en 2025 »

Le CEO de la Jirama parle sans détour des challenges financiers actuels de la société qu'il dirige. Il reconnaît l'insuffisance de production énergétique, les réquisitions de carburant, les pertes et les dettes encourues malgré les subventions de l'Etat. Il confirme toutefois qu'un plan de redressement de la compagnie nationale d'eau et d'électricité serait en bonne voie pour dépasser ces difficultés.

Rivo Radanielina, CEO de la JIRAMA

Pouvez-vous nous parler des pertes et des dettes de la Jirama ?

Le résultat d'exploitation n'est pas encore positif. Nous vendons toujours à perte. Les charges d'exploitation ont augmenté de 200 milliards entre 2020 et 2021, puis de nouveau de 350 milliards ariary de plus entre 2021 et 2022. En se référant au compte des résultats 2020-2021 comparé à celui de 2021- 2022, le chiffre d'affaires s'est pourtant amélioré de 30 milliards ariary, puis de 130 milliards ariary de plus. Mais cette augmentation des revenus ne couvre donc pas l'augmentation des charges et continue à impacter négativement le résultat d'exploitation.

Qu'est-ce qui explique cette augmentation des charges d'exploitation ?

Ce sont majoritairement les dépenses en carburant, aggravées par la hausse des prix du carburant sur le marché international. Entre 2021 et 2022, le prix auquel la Jirama achète le gasoil est passé de 3000 ariary hors taxe à 5000 ariary hors taxe en 2022. Le HFO est passé de 2800 ariary en 2021 à 4100 ariary en 2022. La quantité utile en carburant n'a pourtant pas augmenté et c'est ce qui concourt au déficit de la Jirama. Les subventions d'exploitation de 170 milliards ariary en 2019, 385 milliards ariary en 2021 et 500 milliards ariary en 2022 n'ont pu couvrir que partiellement l'augmentation des charges, mais nous remercions l'État pour son soutien. Il y eut par ailleurs, la grande panne à Andekaleka survenue le 2 janvier 2022 causant un arrêt total de production et donc un surcoût de 273 milliards Ariary. Les machines n'ont repris, et encore, partiellement, que vers la fin mars avec une capacité limitée de 40 MW. Heureusement, tout est maintenant rentré dans l'ordre avec trois groupes fonctionnels et bientôt 30MW supplémentaires avec le G4 que nous venons d'installer. Aussi, pour répondre à votre question, les dettes encourues s'élèvent aujourd'hui à 1200 milliards ariary et pourraient encore augmenter pour atteindre plus de 2000 milliards d'ici la fin de l'année.

C'est ce qui explique alors les réquisitions de carburant auprès des compagnies pétrolières ?

Exactement. La situation financière de la Jirama ne lui permet malheureusement pas encore d'assurer l'achat de carburant pour les groupes thermiques.

Qu'est devenue la révision des contrats des fournisseurs d'énergie de la Jirama entamée en 2019 ? Ceux-ci ont été jugés faramineux et la Jirama paie des productions irréelles ?

La révision a été fructueuse. La Jirama a pu faire une économie cumulée de 475 milliards ariary depuis. La Jirama travaille actuellement avec une dizaine de fournisseurs et producteurs d'énergie dont cinq principaux. Les négociations continuent jusqu'à maintenant et la révision tend toujours vers une baisse des prix notamment pour les contrats avec des clauses léonines. La Jirama continue de vendre à perte ce qui nous force à trouver des ententes avec les fournisseurs. Nous insistons sur l'hybridation systématique des sites avec des pénalités en cas de retard.

Quel est le coût d'exploitation de la Jirama contracté avec eux ?

Le coût d'exploitation de la Jirama pour produire un kilowattheure est en moyenne de 1150 ariary. Et le prix de vente est à 500 ariary le kilowattheure. Les réquisitions de carburant sont motivées par cette non autonomie financière. Les fournisseurs sont pénalisés s'ils n'arrivent pas à offrir la puissance établie dans les contrats. C'est ce que nous appelons une pénalité pour insuffisance de puissance. Si des groupes ou machines sont défaillants, ils ont pour obligation de les réparer ou de les remplacer.

Ce n'est pas encore très palpable par les usagers de la Jirama. Quelles sont les solutions à court et à moyen terme car l'état des lieux permet d'avancer que ce n'est plus viable pour une entreprise ?

L'Etat appuie la Jirama dans l'apurement de ses arriérés à hauteur de 435 milliards en 2019 et 704 milliards en 2020. Nous n'avons pas reçu cette forme d'appui en 2021 ni cette année. Et comme je l'ai expliqué précédemment, l'apurement et les

*Article et photos fournis par la Jirama

subventions avancés par l'Etat n'ont pas couvert les charges en carburant. Toutefois, la Jirama a entamé ses projets de redressement et c'est sur la bonne voie. Nous sommes en mesure d'avancer que l'équilibre opérationnel sera atteint en 2025. Une estimation basée sur des projections financières et des objectifs quantifiés pour que les recettes soient égales aux dépenses.

Quels sont ces projets de redressement que vous qualifiez de réalistes ?

Effectivement, l'atteinte de l'équilibre opérationnel est intimement liée à la réalisation des projets. Je citerais entre autres le projet d'augmentation de revenus de la Jirama grâce à Optima Business. C'est une nouvelle tarification spéciale entreprises, soutenue par l'État au plus haut sommet que nous remercions, et sa mise en oeuvre est l'issue de plusieurs mois d'échanges et de négociations avec le patronat comme le SIM-GEM-FHORM – FIVMPAMA – GEFPM – SEBTP. Le changement de tarification de l'électricité se fera en trois phases : atténuer de 40% les hausses durant les mois de juillet et août, puis de 20% pour les mois de septembre et octobre et de 10% pour les mois de novembre et décembre. Ainsi l'intégralité de la nouvelle tarification sera uniquement appliquée à partir du mois de janvier 2023. Des mesures accompagneront cette catégorie de clientèle comme la mise à disponibilité de gestionnaires de comptes ou de la ligne dédiée entreprises 3548. Des forfaits mensuels liés à la prime fixe sont également proposés. C'est une offre flexible pour les hôtels par exemple qui ne voient pas leur consommation en hausse en période de basse saison touristique. Leurs besoins peuvent varier et ils peuvent ainsi baisser ou augmenter leur prime fixe en fonction de la consommation d'énergie qui leur est nécessaire.

La Jirama est victime de fraudes, de vols et de factures impayées. Comment améliorer la situation ?

L'intensification du recouvrement figure dans le plan de redressement. Nous attendons 100 milliards ariary dans les quatre prochains mois, 30 milliards ariary de plus que l'année dernière ont déjà été recouvrés depuis le début de l'année. Nous allons installer trois mille compteurs prépayés au niveau des entités administratives jusqu'à la fin de l'année. Ce qui nous permettra de mieux maîtriser les consommations. La Jirama perd 100 milliards ariary par an à cause des vols, fraudes et branchements illicites. De nouvelles technologies de digitalisation sont déployées pour lutter contre les vols de carburant et les vols d'électricité. Récemment, nous avons installé des compteurs de dépotage au sein des centres de production thermique en commençant par Antsohihy, Mananjary et Ihosy. Ce projet s'étendra dans tous les sites de la JIRAMA sur tout le territoire et vise essentiellement à maîtriser la consommation, à mesurer la performance des groupes électrogènes et surtout à lutter contre les vols de carburant.

Est-ce suffisant pour atteindre l'équilibre opérationnel estimé pour 2025 ?

Les charges seront réduites. Pour ce faire, nous faisons de grands pas dans l'inversion du mix énergétique. Jirama réduira ses consommations en accélérant le déploiement des énergies renouvelables. Les énergies solaires et hydrauliques représentent 40% de la production actuelle et 60% sont encore à base de ressource thermique. Le redressement vise à inverser cette tendance. L'ensemble des grandes villes telles que Nosy be, Antsiranana, Toliara, Mahajanga, Antsirabe, Toamasina, Morondava, Sambava, Antalaha et bientôt Ambatondrazaka bénéficient de l'hybridation thermique solaire toujours dans l'objectif d'augmenter la part des énergies renouvelables. Des parcs solaires seront installés dans le sud comme Betioky, Beloha, Benenitra et Tsihombe. 36 sites seront majoritairement exploités par la JIRAMA avec l'aide de l'État, particulièrement du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH). Avec 100% des réalisations, la thermique n'occupera plus que 5% des énergies, 54% pour l'hydraulique, 16% pour le solaire, 22% avec l'hybridation et 1% avec l'énergie éolienne en 2025. Nous estimons une économie pouvant atteindre 1109 milliards d'ici 2025. Enfin, des restructurations internes sont entamées au sein de la Jirama comme la lutte contre la surconsommation de carburant, la réduction des frais généraux et fonctionnements, les charges du personnel, les tractations auprès d'organismes financiers pour des opérations de restructuration de dettes.

Parlons un peu du secteur Eau de la Jirama, y-a-t-il une quelconque note positive ?

Oui, l'alimentation en eau s'améliore globalement. La Jirama a construit une nouvelle station de traitement d'eau d'une capacité de 40.000m3 à Mandroseza et terminé le déploiement de dix stations de traitement containérisées autour de la capitale cette année. La Compagnie a également remplacé une trentaine de kilomètres de conduites vétustes. Ces actions ont permis d'atténuer la pénurie d'eau potable dans les quartiers d'Antananarivo et surtout dans les périphéries. La situation d'approvisionnement en eau potable sera nettement améliorée avec la réalisation des deux grands projets en cours qui sont: JIRAMA WATER III et PAAEP (Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable). Ils vont permettre notamment la construction de plusieurs stations de production, de traitement d'eau, de réservoirs, le remplacement des conduites vétustes, la sécurisation des infrastructures existantes et le raccordement au réseau de distribution de plusieurs foyers vulnérables, notamment l'ensemble des zones classées rouge, c'est-à-dire sans eau.

“L’HYDROÉLECTRICITÉ DOIT ÊTRE DÉVELOPPÉE”

Le secteur privé malgache pâtit lui aussi de la crise de l’énergie. Approvisionnement compliqué, forte augmentation des tarifs de la Jirama… Quelles conséquences, et surtout quelles alternatives ? Rencontre avec Thierry Rajaona, le président du Groupement des entreprises de Madagascar, le GEM, le principal syndicat patronal du pays.

Thierry Rajaona,
Président du Groupement des entreprises de Madagascar

D’après certaines sources, des entreprises malagasy font face à une semi-pénurie de fioul. En avez vous entendu parler ?
Oui, je confirme. Pour vous expliquer, le plus gros consommateur de fioul à Madagascar est la Jirama. Comme la société publique a du mal à honorer ses dettes vis-à-vis de ses fournisseurs -les compagnies pétrolières- ces sociétés ont décidé de ne plus fournir de fioul depuis quelques mois. Mais au vu de la situation,le gouvernement a décidé de réquisitionner le fioul qui était destiné aux entreprises… pour faire fonctionner la Jirama. Au GEM, nous sommes montés au créneau. Et avec le SIM [le Syndicat des Industries de Madagascar, qui édite ce magazine, NDR], nous avons listé la dizaine d’entreprises concernées ainsi que leurs besoins pendant trois mois. Ce ne sont pas des problèmes d’importance majeure. Mais nous avons mené des négociations avec l’Etat car l’Etat est effectivement en partie responsable des pénuries de fioul dans le secteur privé.

Pourquoi la Jirama ne s’approvisionne pas auprès de Madagascar Oil (MO)?
Il est aberrant que MO n’approvisionne pas encore la Jirama. Il semble qu’il y a eu des pressions de la part de certains fournisseurs pour que la Jirama s’abstienne de s’approvisionner auprès de MO mais plutôt auprès d’eux. Il y a aussi d’autres problèmes logistiques. La route entre le gisement et la capitale, la RN 1 bis, est très mauvaise [elle est dépourvue de goudron et très vallonnée, NDR]. Et MO ne peut pas approvisionner la Jirama dans des conditions satisfaisantes à cause de ces difficultés d’acheminement.

L’Etat devrait-il agir pour aider MO à assurer sa production ?
Bien sûr, et cela depuis longtemps. Outre la route, l’augmentation de la capacité de production de MO nécessite des financements supplémentaires que l’entreprise doit encore trouver. On aurait pu penser que l’Etat allait injecter de l’argent dans MO, en capital, pour garantir l’approvisionnement de la Jirama, une société d’État, mais l’option n’a apparemment pas été évoquée. Il y a des tensions entre l’entreprise et l’Etat à ce niveau. Enfin, des représentants de l’Etat ont affirmé dans le passé que Madagascar Oil ne fournit pas des hydrocarbures de bonne qualité, mais cela est sujet à caution.

Par rapport aux coupures d’électricité de la Jirama, est-ce qu’on peut chiffrer les pertes des entreprises ?
Je n’ai pas de réponse ni de données très précises. Les coupures sont essentiellement liées au fonctionnement de leurs groupes électrogènes pour l’achat du gasoil et du fioul lourd. Sur un plan théorique, sur le réseau interconnecté d’Antananarivo (RIA) , jusqu’à maintenant, la tarification de l’électricité était très avantageuse, car l’énergie provenait de barrages hydroélectriques. Donc, lorsque les entreprises sont obligées d’acheter du fioul et du gasoil pour leur groupe, la différence prix est énorme. Alors qu’en province, la Jirama fonctionne au thermique à 100%, et la différence de coût n’est pas très importante. Désormais, l’État est en train de mettre en place progressivement une péréquation des prix pour harmoniser les tarifs dans tout le pays. De ce fait, les entreprises du réseau interconnecté [le RIA, qui relie Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, NDR] vont subir des augmentations plus importantes par rapport aux sociétés en province.

Le tarif Optima entre en vigueur petit à petit. Quels sont les changements pour les entreprises ?
Entre août 2022 et janvier 2023, il y aura une augmentation en moyenne de 80% pour toutes les entreprises. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de hausse de prix depuis 2019 et si on compare avec d'autres pays, Madagascar peut être en décalage. Il était donc normal d'ajuster les prix. Mais il aurait peut-être fallu monter progressivement les tarifs depuis un ou deux ans, pour amortir le choc. Cette augmentation est aussi liée au manque d'investissement dans le secteur. Si l'Etat avait mené à bien des projets dans l'hydroélectricité, la situation serait différente.

Les acteurs industriels possèdent souvent des machines obsolètes et très consommatrices en électricité, car ils bénéficiaient d'un tarif très bas, jusqu'à aujourd'hui. Etes-vous d'accord avec ce constat ?
Ce n'est pas inexact. Je pense qu'aujourd'hui il faut les amener à i nvestir dans des machines moins énergivores. C'est indispensable. C'est aussi une opportunité d'investir dans les énergies renouvelables. Le solaire représente un coût important mais rentable sur le long terme. La Cotona, [une entreprise textile, à Antsirabe, NDR] a investi dans le photovoltaïque et entend revendre l'excédent de sa production à la Jirama : c'est un contrat gagnant-gagnant car la JIRAMA achètera ce surplus de la COTONA à un prix moindre que le prix de l'énergie thermique. A long terme, il faut voir que le but de la tarification Optima, c'est d'améliorer les finances de la Jirama et de supprimer les coupures d'électricité. Enfin, pour les entreprises industrielles stratégiques, je pense qu'elles devraient bénéficier de tarifs préférentiels. Sur ce point, nous sommes en cours de négociation avec le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures.

Que devrait être le mix électrique pour Madagascar ?
Aujourd'hui, sur le mix énergétique, nous sommes à40% sur le thermique et 60% sur l'hydroélectricité. Mais on peut monter jusqu'à 100 % pour l'hydroélectricité ! À moyen terme, c'est l'hydroélectricité qu'il faut développer à travers des petits, moyens, et grands barrages. Et si l'on estimait que le barrage de Sahofika produirait trop d'électricité par rapport aux besoins nationaux, alors rien ne nous empêche, dès lors, d'exporter l'hydroélectricité à Maurice ou aux Comores grâce à de nouveaux câbles sous-marins. C'est cette vision là que nous devons avoir. Mais aujourd'hui, dans le contexte actuel, c'est incompréhensible que Sahofika ne soit toujours pas signé [le financement de l'infrastructure n'est pas signé, mais les contrats d'achat d'électricité par la Jirama ont été signés en novembre 2021, NDR]. L'autre grand projet de barrage, Volobe, n'est pas signé non plus.

A part l'hydroélectricité, quelles sont les autres énergies à mettre en avant ?
Il faut que le gouvernement mette le paquet dans la production d'énergies renouvelables : solaire, éolien, biomasse, géothermique, … Et dans le contexte géopolitique actuel, d'une part, et pour assurer son propre développement économique, d'autre part, Madagascar doit avancer sur l'octroi de permis d'exploration pétrolière et gazière.

Ainsi, Madagascar doit aussi exploiter ses gisements d'énergie fossiles, selon vous…
Oui, Madagascar doit investir dans ce secteur. Il y a des gisements dans le Canal du Mozambique. En outre, à plus long terme cette fois, nous devons penser à l'exploitation du charbon du gisement de Sakoa dans la région Atsimo Andrefana [nous consacrons d'ailleurs un dossier sur cette région dans ce numéro, NDR], ne serait-ce que pour alimenter les grandes entreprises comme Ambatovy qui importe son charbon d'Afrique du Sud. On pourrait aussi développer des centrales à charbon pour approvisionner les entreprises malgaches. Il faut que les pays riches arrêtent leurs centrales à charbon ou du moins en réduisent significativement la production et permettent aux pays du Sud de les développer dans une certaine mesure. Ce ne sera pas sans incidence sur le réchauffement climatique mais c'est le prix à payer pour le développement des PMA ou du moins pour réduire la pauvreté.

Santatra Verny

jovena

source d'énergies

Une priorité : la qualité

Chez Jovena, depuis toujours, nous accordons une vigilance constante et un soin particulier à la qualité des produits et des services que nous vous proposons.

PREMIUM
POWERED BY JOVENA

Faites le plein d'énergie 7j/7

PREMIUM LUB

Prochaine vidange dans + de 10000 km

SERVICE CLIENT

Telma : + 261 20 30 80 777
Airtel : + 261 33 65 807 77
Orange : + 261 32 32 037 77

KUBE A
Zone Galaxy Andraharo
Antananarivo 101

Métaplasco : Relever le défi de la transition énergétique

Irfane Alimamod
Directeur exécutif de Metaplasco

Métaplasco, spécialiste en équipements solaires depuis plus de 10 ans, est le leader incontestable sur le marché malgache des systèmes solaires domestiques et figure parmi les premiers à avoir commercialisé sur la Grande Île les kits solaires . Ces derniers permettent à leurs utilisateurs d'assurer leur production d'électricité de façon autonome et de couvrir leurs propres besoins jounaliers de façon indépendante.

Quel est votre point de vue sur le positionnement de Madagascar par rapport à la transition énergétique ?

Madagascar a une large place à prendre dans la transition énergétique. Dans ce sens, plusieurs opportunités sont à saisir, à commencer lors la COP 27 qui se déroulera à Charm el-Cheik en Egypte à la fin de l'année 2022 et qui donnera à la Grande Île la possibilité de défendre l'utilisation des énergies renouvelables et surtout d'appeler aux financements nécessaires qui sont à l'heure actuelle estimés à plusieurs milliards de dollars. En effet, cette année, dans un objectif global, les pays africains comptent bien s'unir et faire entendre leurs voix face à l'urgence du dérèglement climatique et des conséquences qu'il engendre sur le continent africain. Or, Madagascar est aussi impacté. En effet, on constate que la Grande Île est touchée par la sécheresse extrême dans le Sud et par des activités-cycloniques anormalement élevées, comme ce fût le cas à la fin de l'année dernière, et se retrouve donc au premier plan dans la lutte contre le dérèglement climatiques et dans la recherche d'alternatives plus écologiques et économiques que les énergies fossiles.
Il faut souligner que sur le continent africain, plus de 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. L'objectif d'aujourd'hui est de donner un accès universel à l'énergie en utilisant des produits efficaces et surtout non polluants. L'impact social, sanitaire et environnemental serait indiscutable.

Quel rôle peut jouer l'Etat ?

Le gouvernement et les différentes institutions ont pris conscience de la nécessité d'accompagner la population locale dans la transition énergétique par la sensibilisation et l'éducation d'une part, mais aussi par l'accompagnement des projets d'installations solaires, comme c'est le cas dans la région Anosy avec les projets d'électrification de 23 communes. Nous avons eu l'honneur, via notre société Métaplasco qui a été choisie comme prestataire, de les accompagner. Nous avons eu également la chance de participer au projet de solarisation des différents guichets fonciers dans les coins reculés.

Notre force est que, sur le marché du solaire, nous bénéficions de plus de 15 ans d'expérience, sur toute l'île. Nous travaillons en étroite collaboration avec de grandes marques mondialement connues qui respectent les normes internationales. Aujourd'hui, de plus en plus de particuliers, professionnels et organismes nous font confiance. Les institutions administratives réalisent les nombreux avantages du solaire. De plus Madagascar bénéficie d'un positionnement géographique très avantageux et d'un fort ensoleillement toute l'année, ce qui permet de réaliser un retour sur investissement sur un très court terme mais aussi des économies incomparables.

Quels sont les blocages pour le développement des énergies renouvelables à Madagascar ?

La première difficulté est bien entendu les tarifs douaniers élevés pour certains équipements solaires. Les entreprises opérantes dans les énergies vertes devraient bénéficier de tarifs préférentiels en raison des avantages sociaux et environnementaux qu'elles procurent, ce qui leur permettrait de baisser les prix de vente et donc de rendre l'accès à ces équipements plus facile.
Par ailleurs, avec un niveau de vie très bas et une inflation galopante, l'achat de matériel solaire n'est pas une priorité pour les ménages.
Enfin, l'accès difficile aux régions reculées de l'île, sans routes et très enclavées, complique l'envoi et l'installation de matériels solaires.

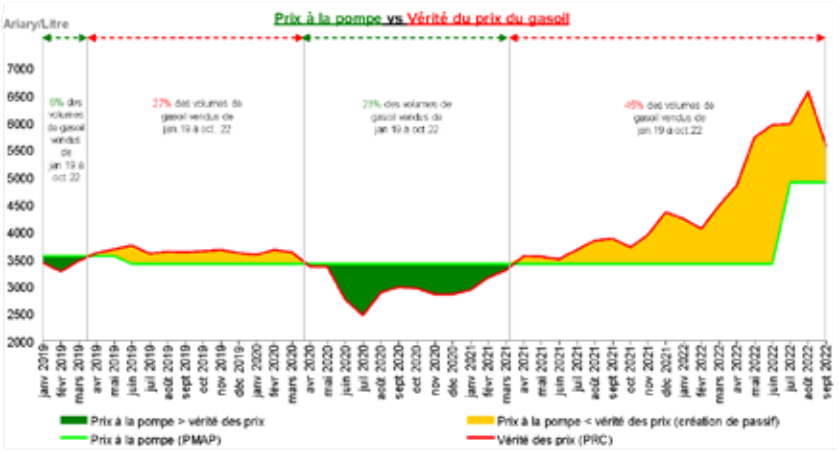
Le directeur de l'OMH entrouvre les coulisses des hydrocarbures

Que se passe-t-il donc dans le secteur du carburant ? Ces derniers mois, la Grande Île a craint, plusieurs fois, des pénuries d'essence. En parallèle, les autorités et les compagnies pétrolières -Jovena, Total, Galana, Vivo (Shell) et LPSA- ont mené d'intenses discussions sur la structure des prix.
L'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) est le garant, côté étatique, du respect des procédures d'importations, de transport, de contrôles qualité, et de distribution. L'OMH était aussi partie prenante de toutes les négociations.
Ces "hommes de l'ombre" des hydrocarbures, via leur directeur général, Olivier Jean-Baptiste, nous ont accordé un long et rare entretien. Le responsable révèle pour la première fois des graphiques et des données, inconnus du grand public, sur le passif envers les pétroliers et sur les stocks actuels de la Grande Île. Entretien.

Pourquoi y a-t-il eu des suspens angoissants sur l'arrivée des bateaux ?
A l'instar de ce qui s'est passé dans plusieurs pays importateurs, lors de l'explosion des prix pétroliers internationaux, Madagascar a connu des cas de décalage de la réception des importations, entre juin et août 2022. Compte tenu de certaines conditions entre les distributeurs locaux et leurs fournisseurs, fin juin, le déchargement des importations a été décalé de quelques jours. Et l'arrivée des cargaisons prévue fin juillet a été reportée au 11 août.
A titre d'information, chaque importation doit être confirmée au plus tard 45 jours avant le départ du navire. Les importations prévues en fin juin et fin juillet auraient ainsi dû être confirmées respectivement à la mi-mai et à la mi-juin, c'est-à-dire avant la hausse des prix à la pompe appliquée le 11 juillet 2022. De juin à août 2022, le prix FOB du pétrole brut était autour de 112 dollars par baril contre 73 dollars par baril au cours de la même période de 2021, soit une hausse de 54 %. Cette hausse des prix FOB implique une augmentation des besoins de trésorerie, d'où des négociations entre les importateurs-distributeurs et leurs fournisseurs pour assurer les importations durant cette période.

L'Etat et les pétroliers s'entendent sur un "prix de référence calculé" aussi appelé "vérité des prix". C'est le prix théorique du prix du litre d'essence ou de gasoil, qui prend en compte toutes les marges, tous les impôts et tous les frais. L'ensemble de ces coûts est la structure des prix. Mais depuis des mois, le prix à la pompe, décidé par l'Etat, est inférieur au prix théorique et donc l'Etat accumule une dette envers les pétroliers. Aujourd'hui, à combien s'élève ce passif ?
Pour bien comprendre pourquoi et comment ce « passif » est généré, il faut regarder la courbe simplifiée qui retrace les évolutions mensuelles simultanées du prix à la pompe du gasoil et du prix de référence calculé de janvier 2019 à septembre 2022.
Ce graphique montre que 72% des volumes de gasoil écoulés à Madagascar de janvier 2019 à septembre 2022 ont été vendus aux consommateurs à des prix inférieurs à la "vérité des prix". C'est cet écart appliqué sur les prix à la pompe pour préserver le pouvoir d'achat des consommateurs qui génère le solde négatif du lissage des prix communément appelé « passif ». Si l'on ne parle que du premier semestre 2022 et comme l'ont annoncé les autorités en juillet, le passif avoisine les 500 milliards d'ariary.

Pour l'heure, le montant de ce passif est-il limité par la loi ?
La mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix maxima affichés à la pompe figure parmi les principes de base d'une optimisation des dépenses publiques. Ce mécanisme a pour objectif de limiter les écarts entre les prix à la pompe et la vérité des prix, et par ricochet, de limiter le passif. Il se traduira par la mise en place des textes réglementaires allant dans ce sens. Les études sont en cours.



Approvisionnement de Madagascar en hydrocarbures

Pouvez-vous résumer les discussions avec les compagnies pétrolières ?
Durant cette période où les discussions ont eu lieu, Madagascar figurait parmi les rares pays au monde qui n'avaient appliqué aucune hausse des prix à la pompe depuis fin 2018. Les discussions consistaient, entre autres, à réduire ces écarts tout en mettant en place des mesures d'accompagnement pour amortir les impacts sur la population notamment les couches sociales les plus vulnérables. La réduction de ces écarts de prix implique à la fois une révision de la structure de prix et une hausse des prix à la pompe. Concernant la structure de prix, les pétroliers ont accepté de faire des efforts sur leurs frais et marges ainsi que sur le coût de leurs prestations.

Comment se passe l'achat des produits pétroliers ?
Du point de vue technico-opérationnel, l'approvisionnement suit un rythme mensuel régulier, renforcé de temps en temps par des importations d'appoint. Depuis la fermeture de la raffinerie de Toamasina en 2004, Madagascar est un importateur exclusif de produits pétroliers raffinés. Le choix du fournisseur se fait par voie d'appel d'offre international lancé en commun par les quatre opérateurs qui exercent dans le pays en tant qu'importateurs et distributeurs. Il s'agit de sélectionner et retenir un fournisseur sérieux et crédible pour livrer, tous les mois, pendant la durée contractuelle de douze mois, les quantités correspondant aux besoins en super carburant, pétrole lampant et gasoil respectant les spécifications en vigueur à Madagascar et ce, suivant les conditions commerciales de l'incoterm "Delivered At Place (DAP)".
L'ouverture des plis est effectuée par un huissier en présence des représentants de tous les distributeurs-importateurs et de l'OMH. Le marché est adjugé au candidat ayant : proposé le premium DAP (premium fret) le plus bas ; respecté les conditions techniques et nécessaires exigées ; déposé son offre avant la date et l'heure limite. A noter que, grâce à une programmation optimisée du processus d'appel d'offres, Madagascar bénéficie actuellement d'un premium DAP plus bas que ceux appliqués dans nos pays voisins, surtout ceux travaillant sur des contrats de très courte durée ou spot.

Quelle compagnie achète quoi et comment ?
En tant que régulateur du secteur pétrolier aval, l'OMH ne s'immisce pas dans les contrats privés entre les importateurs et distributeurs et leurs clients locaux. Concernant spécifiquement les livraisons à la Jirama, elles résultent soit d'un processus de mise en concurrence lancé par la Jirama elle-même, soit d'une réquisition établie par l'Etat en cas de nécessité. Par ailleurs et en dehors de l'essence, du gasoil et du pétrole lampant, certains distributeurs accentuent leurs efforts sur d'autres produits non régulés : Jet A1, Fuel Oil, Naphta seulement pour Ambatovy. Cela résulte des stratégies et politiques individuelles de ces sociétés.

Quels sont les moyens d'actions des autorités sur ce marché ?
Pour la partie importations, en amont, l'OMH peut vérifier la transparence et l'intégrité du processus d'appel d'offres, en étant informé de toutes les étapes et en assistant à l'ouverture des plis. Nous effectuons également une surveillance permanente des stocks au terminal d'importation, des programmes des navires, ainsi que des mouvements des camions citerne, wagons citernes, barges et caboteurs. Mais l'OMH n'interfère pas sur les conditions contractuelles entre les titulaires de licence et leurs fournisseurs et encore moins leurs clients.

Après le Covid, la consommation des carburants est-elle revenue à la normale ?

Y a-t-il des obligations légales de fourniture de carburant par les compagnies pétrolières ?
Les textes réglementaires sont clairs sur ce point en matière d'obligations des titulaires de licences. Les dispositions de « l'article 24 nouveau » de la loi n°2004-003 du 24/06/2004 stipulent que : « afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement, les titulaires de licences d'exploitation des hydrocarbures relatives à l'importation, la transformation et la distribution des produits pétroliers doivent conserver un stock de sécurité et sont astreints à des obligations de couverture nationale de leurs capacités d'approvisionnement dans les conditions fixées par voies réglementaires. Ce stock de sécurité, pour chaque titulaire de licence précitée, ne peut être inférieur à un nombre de jours de consommation ou de distribution avec un stock minimum à fixer par voies réglementaires ». Le titre IX (articles 52 à 57) du décret n°2004-669 du 24/06/2004 précise les dispositions réglementaires relatives à la sécurité et à la continuité de l'approvisionnement.

Après le Covid, la consommation des carburants est-elle revenue à la normale ?
Tout d'abord, il faut se rappeler que la récession du marché pétrolier en 2020, liée à la pandémie, a atteint -16,5% pour une consommation de 964 484 mètres cubes. En 2021, elle est passée à 1 157 801 mètres cubes (+20% par rapport à 2020), et les prévisions pour 2022 se situent autour de 1 240 000 mètres cubes (+7% par rapport à 2021). D'une manière générale donc, le marché pétrolier est rétabli avec une croissance importante. Il faut néanmoins signaler le cas des produits aviation (jet fuel et essence aviation) qui peinent encore à retrouver leur niveau de consommation de 2019. Malgré une nette reprise par rapport à 2021, elle se situe encore à -42% pour le cumul des 9 premiers mois de 2022 par rapport à 2019.

Voir ci-dessous le tableau comparatif du marché de 2022 par rapport à 2021 et 2019.

Marché pétrolier 2022					
Produits	Qté (m3)	Var° 2021		Var° 2019	
	janv à sept 2022	%	m3	%	m3
EA	267	+36%	+70	+28%	+58
JET	31 530	+134%	+18 065	-42%	-22 896
Avia (JET + EA	31 797	+133%	+18 135	-42%	-22 839
SC	128 822	+6%	+7 838	+4%	+5 210
PL	40 282	+35%	+10 335	+82%	+18 114
GO	550 833	+19%	+88 470	+21%	+95 890
pdts blancs	719 937	+17%	+106 643	+20%	+119 214
FO	132 170	-20%	-33 044	-6%	-9 139
Naphta	27 746	+36%	+7 273	-3%	-749
Total	**923 967**	**+12,2%**	**+100 777**	**+10,5%**	**+87 563**

Où en est l'état des stocks de carburant aujourd'hui ?
Le dernier tanker pour l'approvisionnement de Madagascar est arrivé le 27 septembre 2022 et le prochain est attendu vers la fin du mois d'octobre. En attendant, Madagascar dispose encore de stocks suffisants. Voir ci-contre le tableau récapitulatif de l'autonomie des stocks (en jours) au terminal de Toamasina au 17 octobre.

Produits	SC	PL	GO	FO	Jet
Autonomie	37j	40j	29j	33j	78j

Tiana Ramanoelina

Hariniaina Rakotoson
Représentant pays du PDP

Quand la GIZ donne les clés du solaire industriel

Le solaire ne craint plus d'entrer dans l'industrie, et d'alimenter des installations de forte puissance. Aujourd'hui, il n'est plus rare qu'une entreprise s'équipe en photovoltaïque.

A Madagascar, les chefs d'entreprise peuvent recevoir l'aide de la GIZ, à travers le Project Development Programme (PDP). L'organisme de coopération allemande propose -gratuitement- des études de faisabilité pour des installations solaires. "L'idée est de promouvoir le développement des énergies renouvelables en remplacement des énergies thermiques", annonce Hariniaina Rakotoson, le représentant pays du PDP.

PDP œuvre dans 18 pays en tout, dont 14 en Afrique. "Nous ciblons les pays avec une demande en solaire pas satisfaite, un potentiel de production en renouvelable, et qui ne connaissent pas encore une croissance suffisante pour soutenir les énergies vertes", explique Hariniaina Rakotoson.

A Madagascar, PDP a commencé par démarcher les entreprises pour proposer ses services, comme le raconte Hariniaina Rakotoson : "Pour toucher les sociétés, nous avons adopté plusieurs approches : via des associations de l'industrie [dont le Syndicat des Industries de Madagascar, NDR], du réseautage et de l'acquisition froide, une analyse sectorielle, et d'autres projets de la GIZ. En 2018, nous avons réalisé des enquêtes auprès de 200 entreprises. 50% ont répondu positivement et émis le souhait d'acquérir une installation solaire. Nous sommes partis sur cette base pour les recontacter un à un."

PDP ne bénéficie d'aucune incitation financière dans la réalisation des projets, à la différence d'autres revendeurs de panneaux qui proposent, eux-aussi, des études gratuites. Une fois le document de projet rendu à l'entreprise, PDP suggère des mises en contact avec des fournisseurs allemands, mais sans aucune obligation. Et PDP n'assure pas non plus le financement, ni le suivi.

"On cherche à comprendre en profondeur le mode de fonctionnement de l'entreprise pour l'emmener vers des scénarios énergétiques optimaux, détaille Hariniaina Rakotoson. On calcule l'investissement nécessaire, on donne le TRI, la VAN. Et on propose plusieurs idées pour le financement qui vont de l'achat en propre jusqu'au leasing."

Dans l'étude, PDP aide les entreprises à trancher deux arbitrages principaux. D'abord, faut-il acquérir une installation avec batterie ou non ? "Si la société ne consomme de l'énergie que le jour, il n'y en a souvent pas besoin, répond Hariniaina Rakotoson. Mais s'il y a de la consommation nocturne, il est nécessaire d'installer des solutions de stockage."

Ensuite, doit-on placer les panneaux solaires au sol ou sur la toiture ? "Sur le toit, c'est meilleur marché et plus simple, relève l'expert. Mais il faut disposer d'assez d'espace. Au sol, il faut placer des fondations. Cela peut rogner sur la rentabilité de l'installation."

Le fait de ne plus dépendre des coupures de courant régulières est un argument fort en faveur du solaire. "Des entreprises installaient aussi des panneaux pour satisfaire à leur politique de RSE", explique Hariniaina Rakotoson.
Quant au prix, le tarif était tellement subventionné par la Jirama, qu'il ne représentait pas un argument. Le tarif le moins cher était de 5 centimes de dollars le kw/h. Mais la nouvelle grille tarifaire Optima finira d'entrer en vigueur le 1er janvier 2023 et pourrait aller jusqu'à doubler le montant de la facture des sociétés.

"Au vu des évolutions de tarif de la Jirama, cela fait de plus en plus de sens d'investir dans d'autres sources d'énergie, remarque Hariniaina Rakotoson. Avec le solaire, on peut se situer autour de 8 centimes de dollars le kw/h."

L'étude gratuite de PDP ne séduit pourtant pas encore énormément d'entreprises malagasy. "Nous avons commencé les travaux pour 49 structures et seulement 23 sont allées au bout, surtout dans le domaine agribusiness et pétrolier. Les autres abandonnent souvent par manque de temps, par réorganisation des priorités, et par manque de financement pour les installations", conclut Hariniaina Rakotoson.

Emre Sari

HERi : "Nous devons financer nos clients"

Samy Chalier

Le solaire pourrait conquérir les brousses et amener l'électricité jusqu'aux cases les plus reculées, à en croire beaucoup de voix. Mais, hors du réseau principal de la Jirama, les entreprises qui cherchent à développer le photovoltaïque doivent relever d'immenses défis pour atteindre la rentabilité. Le plus compliqué est d'assurer le financement de ses propres clients qui ne disposent pas de revenus suffisants pour acheter cash des kits solaires.
Récit de ces aventures business, avec la société HERi, qui existe depuis 10 ans à Madagascar. Grâce à son réseau de kiosques et d'agents, l'entreprise a passé la première partie de sa vie à louer des lampes solaires pour des prix inférieurs à ceux des bougies, en donnant un meilleur éclairage et sans risque d'incendie, de fumée, etc.

En 2017, Samy Chalier reprend la direction, et impulse une restructuration et un changement de business model. Et depuis 2019, HERi a développé la vente de kits solaires avec une solution de financement digitalisée en pay-as-you-go. "Les clients achètent des recharges pour que le kit fonctionne, grâce au mobile money. S'ils ne payent pas, le kit est désactivé et ne peut donc pas être utilisé. En même temps, ils remboursent, petit à petit, leur achat. Au bout d'un an le kit est à eux", traduit le dirigeant.

Aujourd'hui, HERi emploie 65 personnes, pour un chiffre d'affaires total de plusieurs millions d'euros dont plus de 70% proviennent de l'activité pay-as-you-go.
Samy Chalier revendique plus de 15 000 nouveaux clients en 2022 sur l'activité pay-as-you-go. "Actuellement, on connecte entre 1 500 à 2 000 nouveaux ménages par mois et on a pour objectif de connecter 50 000 ménages par an d'ici 3 ans. On prévoit d'être rentable l'an prochain et d'avoir des cash flows positifs en 2025", chiffre le dirigeant. Les kits de base valent 400 000 ariary, sont garantis deux ans et les batteries ont une durée de vie d'au moins cinq ans, en les rechargeant tous les jours.
"Le pay-as-you-go est un moyen de paiement qui colle aux habitudes des ménages malagasy", constate Samy Chalier. Mais il entraîne un besoin en fond de roulement très important alors que les banques traditionnelles sont frileuses pour financer les sociétés qui n'ont pas encore atteint une taille suffisante pour être rentables.
Pour financer sa croissance, HERi a donc levé des fonds en mars 2022, auprès du fonds à impact Investisseurs et Partenaires, qui accepte des taux de rentabilité moindres à condition que l'entreprise ait un impact social et environnemental positif. "Un investisseur classique n'aurait pas investi à ce stade car notre activité est trop risquée", affirme Samy Chalier.
Malgré ces challenges, le secteur est en plein développement et compte désormais de véritables « success stories» en Afrique parmi lesquelles Sun King (qui dit avoir près de 82 millions de clients), et d.light (qui revendique 128 millions de clients dans 70 pays). Ces entreprises ont atteint une taille critique et ont levé énormément de fonds : 497 millions de dollars pour Sun King et 289 millions pour d.light, selon le site spécialisé Crunchbase.
HERi, comme beaucoup, cherche encore cette taille critique. Comment l'atteindre ? Le dirigeant explique : "On suit une logique de développement géographique, de mise à l'échelle. On augmente le nombre d'agents, de points de vente. Finalement, notre métier se rapproche plus de la distribution que de l'énergie au sens propre." HERi recrute et forme des agents commerciaux. Le pay-as-you-go demande aussi des coûts de plateforme, de SAV, de call-center. Pour l'heure, HERi dispose de 150 agents qui vendent les kits en porte-à-porte, surtout dans des zones périurbaines et/ou proches des axes de communication.
"Il est impossible de démarcher des gens en brousse profonde, car ils n'auraient pas de mobile money, ni accès au SAV, prévient Samy Chalier. On subit aussi des défauts de paiement, des clients qui cessent de rembourser. A Madagascar, il y a 4 millions de ménages sans électricité, mais pas 4 millions de clients."

Emre Sari

New Energy Africa Madagascar

Être le leader en transition énergétique et en décarbonation

Loïc Hoinville

Directeur général
NEA Madagascar

NEA (New Energy Africa) Madagascar -anciennement appelé EDM- est implanté dans la Grande Île depuis 17 ans. L'entreprise fait partie du pôle Energy du groupe Axian.

Loïc Hoinville, directeur général de NEA Madagascar, précise son but : « NEA Madagascar souhaite être le partenaire de-confiance des acteurs privés et publics afin de les accompagner dans leur transition énergétique et vers la réduction de leur empreinte carbone. Nous leur permettons d'allier l'impact environnemental et l'impact social grâce à une énergie propre, fiable et accessible. Efficacité énergétique et optimisation des coûts sont les maîtres-mots de notre promesse. »

Activités et solutions proposées

A ses débuts, NEA Madagascar produisait essentiellement de l'énergie pour la Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité. Puis, l'entreprise a réorienté ses activités en tant que prestataire d'énergie pour le groupe Axian, par exemple pour les télécommunications et dans les zones rurales où œuvre le groupe. « La maintenance énergétique pour la télécommunication est l'une de nos plus importantes activités, expose Axel Barbot, Business and Project manager de NEA Madagascar. Il faut que ces sites, surtout les pylônes télécoms, ne tombent jamais à court d'électricité, et cela représente d'énormes contraintes de coût, car nous avons l'habitude de travailler avec du matériel fiable et de qualité. Nous intervenons partout à Madagascar, même dans les localités les plus enclavées. Nous avons 1 800 sites en exploitation client partout à Madagascar et nous réalisons à peu près 1 000 interventions chaque année. »

Depuis quelques années, NEA se développe pour installer de nombreuses centrales d'énergie renouvelables : en solaire, hybride, éolien et hydroélectricité. NEA assure aussi bien la partie ingénierie, conception, et design des centrales, que l'installation, la maintenance, et après, toute la gestion administrative des sites.

Développées par Green Yellow et Axian Energy, la centrale de 20MW d'Ambatolampy a été inaugurée en 2018 et a intégré la grande famille de NEA en 2022. Cette année, cette centrale a atteint une puissance de 40 MW de production et de 5 MW de stockage batterie, devenant la plus grande centrale solaire de l'Océan indien. Toute l'énergie est injectée dans le réseau de la Jirama. Et à présent, NEA s'internationalise et s'implante dans quelques pays d'Afrique.

Des solutions de leasing

NEA Madagascar s'adresse également aux commerces et industries. Elle vient récemment d'installer une centrale solaire au sein du groupe de call-centers Webhelp, à Andraharo, dans la capitale, qui permet à Webhelp d'être à 40 % autonome et de réduire drastiquement les factures de la Jirama. NEA Madagascar participe aussi à l'électrification rurale, à des projets financés par le Pnud, et met en place des centrales dans des zones reculées pour alimenter des mini-grids, hors du réseau de la Jirama. NEA peut également installer des centrales solaires pour l'électrification rurales, et mettre en place des centrales dans les zones reculées pour alimenter des mini-grids, hors du réseau de la Jirama.

Et enfin NEA propose des kits domestiques pour les particuliers, pour leur permettre de réduire leur facture et d'utiliser une énergie propre.

Par rapport à la durabilité de ses matériels, NEA travaille avec des fournisseurs connus. Axel Barbot, Business and Project manager, précise : « On adopte une approche intéressante : sur les kits solaires pour les particuliers ou pour les industries, nous offrons une solution de leasing. Nous pouvons signer des contrats de 3 à 5 ans pour les particuliers, et de 10 à 15 ans pour les industries. C'est un service clé en main donc, par définition, le client n'a pas à se préoccuper de savoir s'il a acheté du bon matériel, car c'est à nous de gérer pendant la durée du contrat. »

L'ambition du groupe est d'installer 100 MW sur les cinq prochaines années. NEA Madagascar couvre toute la gamme de puissance d'énergie renouvelable. Elle dispose de 30 agences techniques partout à Madagascar tandis que la gestion commerciale et l'ingénierie sont gérées à Antananarivo.

CGHV
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'HYDROÉLECTRICITÉ DE VOLOBÉ

L'industrialisation ne se décrète pas mais il faut des actions concrètes. Avec cette bonne avancée, Volobe amont sera le premier à livrer ses premiers KWh.

Rémy Huber

Directeur Général
du Projet d'Aménagement
hydroéléctrique de Volobe amont

Etant parmi un des acteurs les plus expérimentés du secteur électrique, comment voyez -vous l'avenir de Madagascar qui ambitionne de devenir un pays émergent ?

Mes trente années d'expériences dans le secteur tant en Europe que dans les pays en voie d'émergence m'ont permis de valoriser mes acquis pour les utiliser au profit du développement du secteur à Madagascar au travers du projet d'aménagement hydroélectrique de Volobe amont. Les potentiels de Madagascar ne sont plus à démontrer, c'est une terre hydraulique avec pour les projets situés sur la façade Est, une grande résilience aux changements climatiques envisagés. Une telle situation est malheureusement contradictoire à la réalité du paysage socio-économique avec une population dont le taux d'accès à l'électricité est un des plus faibles respectivement en Afrique et dans le monde.

Lors de la présentation du forum des investissements pour l'émergence de Madagascar fin du mois d'octobre dernier, plusieurs projets hydroélectriques ont été présentés comme des projets phares. C'est une bonne avancée après des décennies de stagnation. Leur concrétisation est maintenant primordiale et en ligne avec le PEM. Pour que cela ne se limite pas seulement à un « nième » plan, tous les efforts doivent donc s'articuler autour de leur raccordement au réseau électrique et tout particulièrement Volobe amont.

L'émergence du pays est à notre portée dans un délai de cinq ans à condition que des actions concrètes se réalisent car parler de l'industrialisation sans une autonomie énergétique fiable n'est qu'allégation.

Vous parlez de la concrétisation comme condition indispensable ? Comment rendre réel ce plan ?

Deux grands projets sont en cours de mise en œuvre, mais ils sont encore en phase de développement. A eux seuls d'ici cinq ans, Madagascar aura 312 MW disponibles de plus sur les réseaux électriques reliant les deux grands pôles économiques de la grande île (Toamasina et Antananarivo), environ presque la moitié de l'objectif cible défini par l'Etat en 2028. Environ 10 millions de personnes auront accès à l'électricité, des industriels actuels et nouveaux investisseurs pourront en bénéficier avec des prix compétitifs, un des critères permettant une promotion des investissements à Madagascar.

En parlant de prix, l'explication d'un responsable sous-entend que le cas de Volobe amont reste encore à revérifier pour l'intérêt de l'Etat ?

Chaque site hydroélectrique est unique et doit être valorisé à la hauteur de ce qu'il apporte, tant au niveau du secteur électrique que de son insertion socio-économique et environnemental. Nous travaillons avec la nature qui dicte en quelque sorte à la fois le design et la mise en œuvre des mesures socio-environnementales.

Par conséquent, faire une comparaison trop abrupte entre les assets n'aurait pas grand sens sachant que le projet de Volobe est déjà placé comme prioritaire pour le secteur dans le PDMC (Plan de Développement Moindre Coût) Il faut aussi que le prix du Kwh pour Volobe est la résultante de tous les paramètres comme les coûts des travaux, de financement, de développement, et bien sûr la capacité de production et d'absorption du réseau, la durée de concession, etc.
Le plus important est de trouver un équilibre viable et rentable pour les deux parties. Un projet de ce type est incubé par l'Etat et pour l'Etat mais en partenariat avec des investisseurs privés.

Il sera un héritage structurant et positivement impactant pour trois générations successives au moins.

Votre mot de la fin

Nous saluons l'engagement de l'Etat dirigé par Son Excellence Monsieur le Président de la République qui a confirmé sa volonté de concrétiser le projet. Ecoutons la voix de nos concitoyens qui est un cri de patriotisme. L'intérêt général existe, il nous faut y répondre en œuvrant à la mise à disposition d'une énergie électrique abondante, viable et économiquement acceptable pour le plus grand nombre.

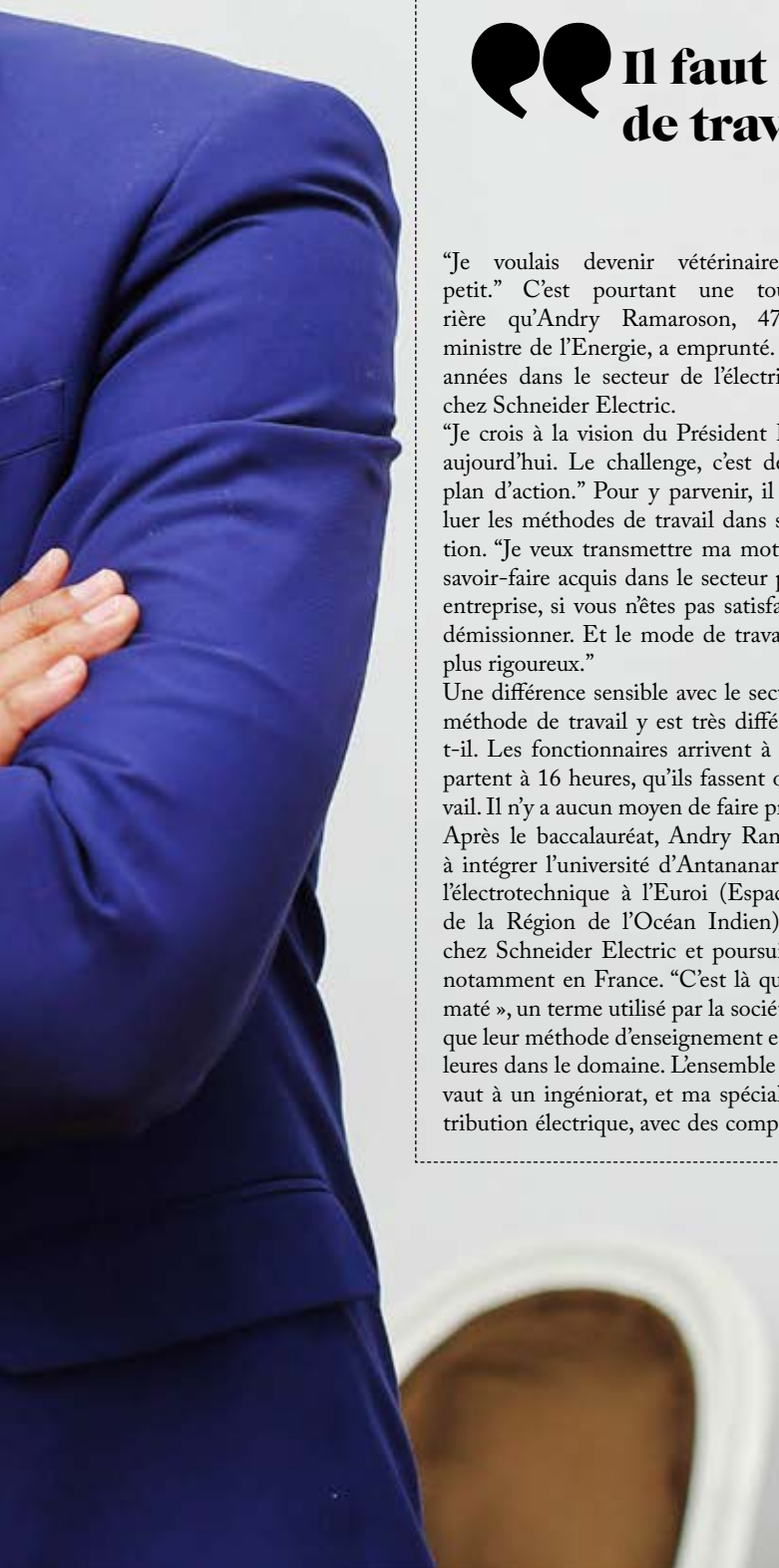
L'industrialisation, la croissance économique, l'émergence de la grande île passe inévitablement par l'émergence énergétique. Nous devons opter pour l'énergie verte en valorisant les ressources existantes du pays.

Donnons un sens légitime de nos actions à l'intérêt général.

Andry Ramaroson

MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES HYDROCARBURES

RÉSOUDRE LES PARADOXES DE L'ÉNERGIE MALAGASY



Parcours et vision du ministre

Il faut faire évoluer les méthodes de travail dans l'administration"

"Je voulais devenir vétérinaire depuis tout petit." C'est pourtant une tout autre carrière qu'Andry Ramaroson, 47 ans, l'actuel ministre de l'Energie, a emprunté. Il a passé vingt années dans le secteur de l'électricité, la plupart chez Schneider Electric.

"Je crois à la vision du Président Rajoelina, dit-il aujourd'hui. Le challenge, c'est de concrétiser le plan d'action." Pour y parvenir, il veut faire évoluer les méthodes de travail dans son administration. "Je veux transmettre ma motivation, et mon savoir-faire acquis dans le secteur privé. Dans une entreprise, si vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez démissionner. Et le mode de travail est beaucoup plus rigoureux."

Une différence sensible avec le secteur public. "La méthode de travail y est très différente, constate-t-il. Les fonctionnaires arrivent à 8 heures et repartent à 16 heures, qu'ils fassent ou non leur travail. Il n'y a aucun moyen de faire pression sur eux."

Après le baccalauréat, Andry Ramaroson échoue à intégrer l'université d'Antananarivo et découvre l'électrotechnique à l'Euroi (Espace Universitaire de la Région de l'Océan Indien). Il est recruté chez Schneider Electric et poursuit sa formation, notamment en France. "C'est là que j'ai été « formaté », un terme utilisé par la société pour signifier que leur méthode d'enseignement est une des meilleures dans le domaine. L'ensemble du cursus équivaut à un ingéniorat, et ma spécialité était la distribution électrique, avec des compétences en fibre optique, internet, câble." Andry Ramaroson étudie également la science politique à l'Institut d'Étude politique (IEP) de Madagascar, en partenariat avec l'IEP Paris.

Après trois ans chez Schneider Electric, il est nommé country manager de Madagascar, et poursuit, en parallèle, une formation à l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises (INSCAE) et chez Schneider France. "En tout, je me suis formé pendant dix ans dans la société", résume-t-il.

Au cours de sa carrière, il fait notamment partie de l'équipe qui installe la centrale électrique d'Ambatovy. Il travaille aussi pour QMM, la Star et la Jirama. "J'ai même participé au dépannage du groupe électrogène chez Domapub et Injet [les anciennes sociétés du Président, NDR] à l'époque Andry Rajoelina n'était pas encore dans la politique", sourit-il.

En 2018, il intègre l'initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM) en tant qu'expert en énergie. "Mon objectif était de rester le country manager de Schneider Electric pour Madagascar et les Comores, et en même temps, d'être conseiller du président Rajoelina", se souvient-il.

Mais en 2019, le ministre de l'Energie de l'époque, Vonjy Andriamanga, appelle Andry Ramaroson comme directeur général de l'Énergie au sein de son ministère. Et le 15 août 2021, il est nommé ministre.

Portrait

Résoudre les paradoxes de l'énergie malagasy

Un accès à l'énergie de plus en plus difficile. C'est le constat quasi unanime des entreprises, grandes, petites, micros et informelles, que ce soit pour l'électricité ou le carburant. Dans un pays qui regorge pourtant de soleil, de cours d'eau, d'hydrocarbures et de larges accès à la mer et au commerce, pourquoi l'énergie est-elle si difficile à obtenir ? Le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Andry Ramaroson, nous a accordé un entretien exclusif. L'ancien country manager de Schneider Electric exprime avec force ses positions sur les dossiers chauds : Jirama et carburant. Il donne aussi sa vision des problématiques de long terme : les barrages hydro-électriques et l'énergie solaire.

Quelles sources d'énergie sont à privilégier pour produire de l'électricité ?

Le président Rajoelina a promis de privilégier les énergies renouvelables, lors de sa campagne présidentielle victorieuse de 2018. Il s'est basé sur les statistiques de 2017. A cette époque, la puissance opérationnelle à Madagascar était de 400 MW, avec une part de thermique entre 65% et 67% par rapport à l'énergie renouvelable [hydro en grande partie, et une petite part de solaire, NDR]. Le président a aussi promis de doubler la capacité de production, c'est-à-dire d'atteindre 800 MW à la fin de 2023.

Mais si je traduis tout cela de manière technique, nous n'aurons pas assez d'un mandat pour utiliser davantage d' hydroélectricité. Nous avons mis plus de trois ans à négocier sur des projets de barrages. Donc, d'ici à 2023, c'est la part du solaire qui va augmenter pour passer de 2% en 2017 à 20% en 2023, et totaliser entre 100 MW et 200 MW.

La Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité, est de plus en plus critiquée pour ses piètres services, malgré des subventions publiques de centaines millions de dollars, sur les dernières années. Comment expliquer cela ?

Cette année, l'Etat malagasy a en effet alloué une subvention de 500 milliards d'ariary (116 millions de dollars) à la Jirama. Parlons des résultats opérationnels : l'an dernier, la Jirama a enregistré une perte de 450 milliards d'ariary (105 millions USD), et si les conditions ne changent pas cette année, la Jirama subira une perte de 300 milliards d'ariary (70 millions USD). Donc si l'on compare, il y a un "mieux" d'à peu près 150 milliards d'ariary (35 millions USD). Mais personnellement, je ne suis pas encore satisfait de cette performance.

La Jirama a aussi subi des chocs exceptionnels et exogènes. En tout début d'année, il y a eu l'incendie à la centrale hydroélectrique d'Andekaleka [90 MW, NDR] qui a causé une perte de 270 milliards d'ariary (63 millions USD), à ajouter à la perte opérationnelle de 300 milliards d'ariary que j'ai mentionnée. Et il faut encore rajouter la hausse du prix du carburant qui engendre une perte de 223 milliards d'ariary (52 millions USD).

Maintenant, en tant que ministre, je dis à la Jirama : "Je vois votre performance opérationnelle. Je constate également l'impact de la crise en Ukraine et de la crise pétrolière. Mais je vous lance un challenge car votre performance globale n'est pas encore suffisante. Et l'Etat est là pour vous aider à ne pas tomber en faillite."

D'où viennent les problèmes de l'entreprise, de l'intérieur ou de l'extérieur ?

En ce qui concerne le vol de carburant, nous avons lancé des poursuites. Il y a eu des arrestations et des personnes placées sous surveillance judiciaire mais ce n'est pas satisfaisant à 100 %. Il y a aussi le vol d'électricité des propres salariés de la Jirama : ils bénéficient d'une énergie gratuite et certains en revendent à leurs voisins. Il y a aussi les vols d'électricité par les abonnées de la Jirama, par les établissements publics. Les universités sont particulièrement concernées : il y a des personnes qui ne sont plus sous le statut d'étudiant et qui revendent du courant à leurs voisins. Nous avons déjà effectué plusieurs descentes, à Mahajanga et à Toliara.

> **On estime à 300 milliards d'ariary le montant des factures à recouvrer pour le privé, et à plus de 300 milliards d'ariary pour les établissements publics.**

Quelles sont les pistes de solution ?
Nous basculons petit à petit vers l' utilisation du compteur prépayé. Même pour les établissements publics ! C'est-à-dire que si on ne recharge pas de crédit sur le compteur, on ne peut pas recevoir de courant. Deuxièmement, nous commençons le recouvrement, avec une task force mise en place il y a un mois. On estime à 300 milliards d'ariary le montant des factures à recouvrer pour le privé, et à plus de 300 milliards d'ariary pour les établissements publics. Il y a aussi l'autoproduction : un abonné qui produit de l'électricité, grâce à des panneaux solaires, par exemple, peut la revendre à la Jirama s'il ne consomme pas toute l' énergie produite. L'entreprise Socota *[présente dans le textile, l'aquaculture, et l'agriculture, NDR]* a déjà opté pour cette démarche.

Est-ce que le barrage hydroélectrique d'Andekaleka est réparé après l'incendie du début d'année ?
Tous les groupes endommagés sont déjà réparés et opérationnels. Ils sont au nombre de trois. Nous avons également installé un quatrième groupe qui sera bientôt opérationnel. Nous avons une puissance de 120 MW en tout : deux groupes de 28 MW et deux de 32 MW.

Quant au solaire, vous parliez de 20 MW supplémentaires à la centrale d'Ambatolampy, au sud d'Antananarivo, en avril. Est-ce que qu'ils sont bien raccordés au réseau ?
Oui. Et l'opérateur GreenYellow dispose déjà de batteries pour lisser et stabiliser ses 40 MW. Ce n'était pas le cas auparavant. Pour stabiliser le courant, on était obligés d'utiliser un groupe hydraulique, à Mandraka. Nous remercions GreenYellow, d'autant plus que leur tarif va être révisé à la baisse.

Parlons de Madagascar Oil. Le projet d'extraction et de production de fioul lourd pourrait alimenter la Jirama moins cher que les importations. Ils viennent de commencer à livrer des entreprises privées. Le secteur public pourrait-il faire de même ?
Madagascar Oil ne dispose pas d'assez de stock pour alimenter la Jirama. Je dirais que leur stock actuel va s'écouler au bout d'un mois et demi, ce qui veut dire que Madagascar Oil devrait continuer à produire. Or, actuellement, la société ne disposerait que de cinq puits, une capacité insuffisante. Si par exemple la Jirama a besoin de 2 000 tonnes métriques par jour, Madagascar Oil ne peut fournir que 500 tonnes métriques. Mais nous en avons quand même besoin et nous devons négocier.

Où en sont les discussions ?
Il y a deux problèmes : l'un est le contrat avec la Jirama et l'autre est le contrat avec l'Etat malagasy. Nous sommes en pleine renégociation. Personnellement, je suis sur le dossier depuis plus de huit mois côté Jirama, tandis que la discussion sur le contrat avec l'Etat malagasy s'effectue en haut lieu, pas à mon niveau.

Passons aux barrages hydroélectriques. Ce serait la source d'énergie la moins chère. Mais les chantiers ne démarrent pas. Où en sommes-nous pour Sahofika et Volobe, les deux principaux projets ?
Sahofika a déjà été signé [plus précisément, les contrats de vente d'électricité à la Jirama ont été signés, NDR] et normalement, les travaux devraient débuter cette année avec la construction des infrastructures routières, indispensables au chantier. Il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Quant à Volobe, on est dans la dernière ligne droite de la négociation. Volobe s'inscrit dans le Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (Prirtem) porté notamment par la Banque africaine de développement, qui vise à renforcer le réseau interconnecté entre Toamasina et Antananarivo.

Ce programme n'a pas lieu d'être s'il n'y a pas des projets comme Volobe à l'intérieur. D'ailleurs, nous avons récemment signé un financement de 56 millions de dollars avec l'Eximbank de Corée du Sud. J'espère poser la première pierre en novembre prochain.
En résumé, Sahofika et Volobe pourraient être opérationnels vers 2027 ou même en 2026. Les contrats seront sous forme IPP (Producteur Indépendant d'Électricité), c'est-à-dire qu'ils seront gérés par le privé, et que la Jirama achètera de l'électricité, avec l'Etat malagasy actionnaire.

Y a-t-il d'autres projets de barrages en cours ?
On peut citer Ranomafana (67 MW); Ambodiroka, à Maevatanana sur le fleuve Betsiboka (56 MW) ; Antetezambato, entre Antsirabe et Fianarantsoa (140 MW). Ce sont des projets EPC&F (Engineering Procurement Construction and Financing), c'est-à-dire qu'une fois les constructions effectuées, la Jirama entrera en piste pour les gérer.

Dans le volet carburant, les discussions avec ces compagnies pétrolières se poursuivent-elles sur le prix à la pompe ? (Voir encadré)
En tant que ministre de tutelle, j'échange avec eux deux à trois fois par semaine. Quand ils ne sont pas satisfaits, et c'est logique, ils parlent aussi avec la Primature et enfin ils peuvent discuter avec la Présidence. Les décisions sur la hausse de prix, et la méthode d'apurement des arriérés ne sont pas de mon ressort. J'apporte seulement tous les chiffres pour éclairer les hautes autorités et les pétroliers. Les pétroliers, et c'est leur droit le plus absolu, défendent leurs intérêts. Mais c'est mon devoir de leur rappeler qu'il y a aussi l'intérêt de la population malagasy qui est leur client.

Avez-vous quelque chose à dire sur l'affaire des carburants frelatés, de ce mois de septembre, qui ont détérioré beaucoup de véhicules ?
Les pétroliers respectent un cahier de charge. Les carburants ne peuvent pas sortir du bateau sans avoir passé les tests de l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH). L'OMH effectue aussi des contrôles inopinés au dépôt et dans les stations-services. Maintenant, oui, il y a eu des malfaiteurs qui ont mélangé le gasoil et l'essence avec du pétrole et qui ont utilisé de l'acide sulfurique pour décolorer le pétrole. C'est un acte criminel et l'Etat est très actif sur ce problème.

Tiana Ramanoelina

Comment se forme le prix de l'essence ?

Il existe deux prix de l'essence à Madagascar. Le prix à la pompe, décidé par le gouvernement, et le prix de référence calculé, aussi appelé "vérité des prix", qui varie suivant des facteurs externes comme le prix du baril et le cours de l'ariary face au dollar. Ce prix de référence calculé est le fruit d'un calcul d'une quarantaine de lignes, qui inclut les marges de chacun, les taxes, les coûts fixes, les coûts de transports... Chaque ligne peut faire l'objet d'une négociation entre le gouvernement et les compagnies pétrolières .
Ce prix de référence calculé est le prix théorique du litre d'essence à Madagascar. Ainsi, lorsqu'il est au-dessous du prix à la pompe, parce que le baril coûte peu cher, par exemple, les pétroliers collectent plus de recettes qu'ils ne devraient. Mais à l'inverse, dans la situation actuelle, lorsqu'il est supérieur de beaucoup au prix à la pompe, les pétroliers gagnent moins d'argent qu'ils ne devraient. La dette de l'Etat à leur égard grandit. Depuis la flambée du prix du baril, début 2022, la dette dépasse la centaine de millions de dollars.

CHANTECLER, Ny akohontsika

Chantecler, le poulet de chez nous !!!

Notre slogan nous dit tout!
Ce poulet est bien de chez nous !

- De Mahitsy à Ambatolampy, en passant par Talata- volonondry à Ilafy, nos partenaires fermiers locaux sont formés et accompagnés par nos experts avicoles.
- Ils perdurent ce savoir-faire local en formant toute une équipe de jeunes éleveurs pour élever nos poulets selon des normes rigoureuses.
- Des poussins nés à Madagascar et dont l'aliment principal est du maïs récolté localement auprès de milliers d'agriculteurs.
- Notre groupe mise essentiellement sur le business inclusif afin de développer les communautés locales, un système qui fait vivre des milliers de familles.

De la ferme à la production, ce sont des malagasy passionnés qui font CHANTECLER la meilleure offre du marché.

Chantecler contribue à la notoriété des produits du pays et soutient le développement de l'agribusiness local.

- Nous avons tenté le pari de lancer la marque Chantecler à Madagascar car nous sommes fiers de notre poulet et nous avons voulu le valoriser.
- Nous avons offert des preuves et des promesses à travers une marque pour satisfaire les consommateurs locaux ! Et c'est une fierté et un engagement pour toujours appuyer le savoir-faire local et sa notoriété.
- Nous possédons une expertise d'une vingtaine d'année dans le domaine.
- Nous restons attentifs aux besoins des consommateurs malgache et notre marque évolue dans ce sens.
- On encourage le développement de l'aviculture à Madagascar et le business local.

Chantecler

Panagora

Hakanto Contemporary, promouvoir l'art jeune des jeunes

Un centre d'art contemporain à Antananarivo, qui l'eut cru ? Depuis février 2020, au Sud de la capitale, dans le quartier d'Ankadimbahoaka, dans un bâtiment aux lignes résolument contemporaines, le public peut visiter Hakanto Contemporary : 300 mètres carrés dédiés à la création et l'expérimentation artistiques. La structure ambitionne de placer l'art contemporain malgache sous la lumière qu'il mérite, et de faire de Madagascar une référence régionale dans le domaine. C'est le fonds Yavarhoussen, du nom de l'actuel directeur général du groupe Filatex, qui est à l'origine de cet espace.

Hakanto Contemporary peut se targuer d'une solide réputation avec pas moins de 75 artistes déjà exposés et près de 15 000 visiteurs. En tant que directeur artistique, on retrouve Joël Andrianomearisoa. Si, au pays, ce nom mériterait une plus grande notoriété, elle n'est plus à construire à Paris, à Washington et à Venise où l'artiste a participé à la 58ème Biennale avec son exposition «I have forgotten the night», en 2019. C'était la première fois que le célèbre évènement d'art accueillait un pavillon malgache.

Expositions, ateliers, résidences, à Hakanto Contemporary, tout est mis en place afin de faciliter les échanges et le renforcement des compétences artistiques locales, quelle que soit la discipline.

Actuellement, le public peut d'ailleurs admirer les réalisations de très jeunes artistes plasticiens, vidéastes, ou dessinateurs comme Rose Kely Ranarivelo, Andy Rasoloharivony, Fitiavana Ratovo et Sanka. Chaque exposition est accompagnée d'un programme d'ateliers et de visites guidées à destination des jeunes afin d'ancrer plus encore l'art dans l'éducation.

De l'aveu même des responsables, la prochaine exposition à Hakanto Contemporary atteindra "une portée et une dimension internationale encore jamais atteinte sur le territoire." En attendant cet événement d'envergure -dont les détails sont pour l'instant soigneusement tenus secrets-, c'est l'occasion rêvée pour une visite et pouvoir porter un regard neuf sur l'art à Madagascar.

Festival Mamafy : des racines sur la scène

« On récolte ce que l'on sème », comme le dit l'adage. Faut-il alors se préoccuper tant de la graine que de la terre ? Ces considérations agricoles représentent d'une certaine manière le leitmotiv du festival Mamafy, intitulé « La musique au service de la nature ». L'événement entrait dans le cadre de la Journée Internationale de la Musique, le 1er octobre, au Jardin d'Andohalo, sœur plus discrète mais non moins prestigieuse de la populaire Fête de la Musique célébrée, elle, le 21 juin.
Dans le rôle du jardinier en chef, l'indéracinable Rolf accompagné par l'exubérante équipe de Voots Kongregation, une quinzaine d'artistes peintres, photographes, poètes… Ils ont choisi un lieu historiquement dédié aux grandes manifestations publiques. Un lieu qui laisse augurer de la portée symbolique voulue par les organisateurs : les messages doivent se répandre dans la cité depuis la scène.
Et quels messages ! La conservation de l'environnement, le civisme et l'éducation culturelle. Voici un aperçu des sujets qui préoccupent notre éminent bassiste et qui jaillissent parfois comme autant d'épines dans ses textes ou de marronniers dans les colonnes. Et ces thèmes trouvent, auprès des associations, ONG et exposants, présents durant cette journée, une dimension concrète dans le sillage de l'artiste engagé.
Pour celles et ceux qui n'auraient pas encore la joie de le connaître, Rolf est à la basse ce que Lenôtre est à la haie. Il ne dessine plus le paysage, il en fait partie. Il nous revient pour l'occasion avec un répertoire riche de trente années entièrement consacrées à la musique, et dans lequel il interprète, avec une étonnante maturité, les morceaux qui ont marqué son cheminement artistique. Toutes les saveurs se retrouvent dans les fruits de sa passion : du Jazz, du Salegy, du Rock, du Funk et du Métal dans un cocktail détonnant auquel il ne manque jamais ni l'originalité, ni la franchise du cœur.
C'est l'occasion pour Rolf de faire visiter de manière plus intime son univers musical et de partager avec le public son engagement, et sa manière de semer. Pour que culture et musique puissent enfin transformer Madagascar en un fertile verger !

On ou Off, le festival MadaJazzCar a étourdi la capitale

Deux festivals pour un grand gagnant, le jazz. Tous les mois d'octobre depuis 1989, le festival Madajazzcar met à l'honneur le jazz, une musique encore parfois perçue comme élitiste auprès du grand public. Pour cette 33ème édition, du 5 au 16 octobre, l'équipe a réservé une grande première au public : la tenue, en parallèle, d'un festival Off. Ce nouvel avatar jazzy est né du rapprochement entre le comité d'organisation de Madajazzcar et de la maison de production Sanfil, conduite par une figure emblématique de la scène musicale malgache : Silo, le musicien, compositeur et chanteur.

Ce génie touche-à-tout, qui arpente la rampe depuis l'âge de 8 ans en compagnie des plus grands noms de la scène malgache et internationale, vit pour et par la musique. Ce festival Off est pour lui l'occasion de permettre à un large public de se familiariser avec le jazz.

Sa recette ? Métisser les genres et les influences pour donner au jazz un visage différent et des accents actuels. En invitant des artistes renommés tels que Paco Sery, Monika Njava ou Tence Mena, pour ne citer qu'eux, Silo favorise les rencontres avec d'autres musiciens et groupes de la place autour d'un leitmotiv : «S'enrichir de nos différences». Lui, l'enfant de la balle, fils d'un professeur de musique, a peut-être trouvé le moyen de faire fructifier l'héritage musical dont il a la charge vers les nouvelles générations.

Les nouvelles générations, c'est aussi la priorité de Madajazzcar et de son président, Jackie Ranarison : «Le jazz, la musique, c'est une école, l'école de la vie». La dimension internationale du festival lui permet aujourd'hui de faire venir des pointures avec des intentions affirmées : favoriser les relations Nord-Sud et sensibiliser, dès le plus jeune âge, à l'éducation musicale. Les organisateurs ont mis en place des ateliers dans plusieurs écoles, dans tout le pays, avec des références comme David Sauzay et son trio. Les enfants pourront se prêter par exemple à l'exercice de la composition de musique de film, dans une démarche à la fois ludique et instructive.

Autre point commun de ces deux événements, le lien inter-générationnel que souhaitent tous les organisateurs. On se plaît autant à écouter les interprétations léchées de vieux briscards tels que Do Andriambelo ou Rija Ramanantoanina aussi bien que les sonorités plus contemporaines d'un groupe comme Voots Kongregation ou l'enthousiasme juvénile communicatif de Young Square et Weaver Trio.

L'avenir du jazz à Madagascar s'annonce donc radieux, pour peu que tous les acteurs continuent à tirer dans le même sens afin que la relève avance sur la voie de la professionnalisation… toujours avec l'appui des aînés et de l'élite.

Monsieur

Les membres labellisés MALAGASY NY ANTSIKA

MALAGASY
NY ANTSIKA
SIM

MATEZA TOLE

MENAKAO
MADAGASCAR CHOCOLATE

SALONE

STAR

Codal
Madagascar

Salama
VOALOHAN-KARENA
Oasis

SOMAPRO
Société Malgache de Propreté

TECHNOPET
MADAGASCAR

Miellerie de la Grande Île

Socolait
Ny tsiro tena izy.

DZAMA

Habibo
Mills

mado

HavaMad

yoplait

MALAGASY NY ANTSIKA

L'application de l'innovation

Jean François Mozambique

Le jeune startuper VIEN Jean François Mozambique a lancé sa propre application dénommée VIEN.
L'application mobile TourisM et MBM-Madagascar Business magazine sera prochainement disponible. Je suis persuadé du rôle que jouent mes trois applications mobiles pour renforcer l'amélioration du climat des affaires à Madagascar.

« VIEN, une arme de citoyenneté ». C'est avec ce slogan qui incite les citoyens à immerger dans la connaissance des droits que le fondateur même de l'application, Vien Jean François Mozambique a creusé l'opportunité de la technologie. VIEN, le nom de l'outil et aussi bien l'initiateur du projet est un jeune startuper malgache. Sa conviction de saisir les bienfaits de l' informatique conférée par le développement de la technologie a abouti jusqu'au lancement officiel de l'application VIEN le 27 juillet 2022 à Antananarivo.

Parrainé par la Médiature de la République, la première parution au grand public a été vraiment un succès de VIEN dans le monde professionnel. Pour cette Institution, l'application sera un outil précieux et utile pour les citoyens Malagasy désireux de connaitre les lois et règlements, les Traités internationaux, les Dina et coutumes, ainsi que les règles jurisprudentielles en vigueur à Madagascar. Elle sera un instrument opérationnel et pratique pour la vulgarisation des informations juridiques. Lors de la cérémonie de lancement, le Médiateur de la République et Défenseur du peuple, Lala Ratsirahonana avait profité l'occasion de manifester sa fierté d'avoir collaboré avec VIEN Jean François Mozambique. *« Je suis tout de suite convaincu au moment où ce jeune homme très doué est venu pour présenter son projet. Il a discuté de son désir d'avoir l'appui de la Médiature. Pendant son explication, je n'ai pas hésité un seul instant de le recevoir parmi mon équipe car son projet est très visionnaire et innovant »*, a-t-il soutenu.

L'application VIEN vise essentiellement la vulgarisation de l'information juridique et des textes à Madagascar. De plus, on y découvert des cours de civisme pour les enfants, les jeunes et les adultes. Il y a aussi des actualités juridiques, des divers contacts, des partages d'idées et des divertissements et autres. Mais plus particulièrement, on peut déposer une doléance qui sera directement remis au Médiateur de la République, Défenseur du peuple.

Brièvement, qui est VIEN Jean François Mozambique ?

Il est chargé d'Etudes auprès de la Médiature de la République L'initiateur du projet VIEN, TourisM ; Fondateur et Administrateur de la start-up Tech-AID-Madagascar, et du Centre de VIJ (Centre de Vulgarisation de l'Information Juridique) et Centre de VTL (Centre de Vulgarisation des Textes de Lois) à Madagascar ; Directeur fondateur du B-Investissement. CEO du MBM-Madagascar Business Magazine

MALAGASY
NY ANTSIKA

SIM

Restez connecté

sur la page Facebook

MALAGASY NY ANTSIKA

Pour suivre les animations pour
les fêtes de fin d'année

www.hazovato.com

ENGAGÉ POUR L'ENVIRONNEMENT

Les matériaux naturels sont à l'honneur, les consommateurs changent leurs habitudes d'achats et il sera bientôt difficile de s'en passer. L'exploitation du bois, matériau naturel par excellence, doit donc être responsable et durable si nous voulons que les nouvelles générations continuent d'en profiter.
Hazovato, forestier et industriel, plante des forêts depuis 1970. Son fondateur, forestier dans l'âme, était écoresponsable avant l'heure et le volume de reboisement réalisé par Hazovato a toujours été largement supérieur à son exploitation.

Durable

Outre les avantages évidents du reboisement pour la planète, d'autres sont encore méconnus. Les bois replantés repoussent plus vite et plus droit que dans la forêt primaire, le nombre d'arbres coupés est donc moins important qu'en forêts primaires pour un même volume de bois. Nos forêts sont exploitées rationnellement. Elles continueront d'exister car elles sont suffisamment productives et protégées. Le reboisement systématique au-delà des besoins de l'entreprise permettra aux générations futures de continuer à en bénéficier.
Le bois est un matériau durable car renouvelable à l'infini par la pratique de la sylviculture (si on s'en donne la peine). D'autre part, nos fabrications sont conçues pour durer, elles sont solides et n'ont à aucun moment intégré dans leurs processus de fabrication une quelconque obsolescence programmée. Actuellement, les déchets de nos bois en usines sont recyclés en briquettes de bois compressées pour la cuisson, le chauffage ou comme palissade ou coffrage des bétons. Et une bonne part des déchets de bois alimente notre chaudière, réduisant ainsi la consommation d'énergie thermique (donc fossiles) des usines.

Hazovato a progressivement abandonné l'achat de bois en dehors de ses forêts pour des questions économiques mais surtout afin de privilégier un acheminement plus court et une plus grande transparence. En effet, les forêts de Hazovato se situent à moins de 150 km des usines de transformation de Forello, elles sont entièrement privées, protégées et chaque arbre est identifié.
En outre le bilan carbone dû au transport est d'autant réduit que nos forêts sont proches de nos ateliers de transformation par rapport aux livraisons de bois provenant de toute l'île.

No carbon

Il faut savoir qu'un arbre adulte a absorbé dans sa vie 500 kg de CO^2, appelé également gaz carbonique ou dioxyde de carbone, par mètre cube, soit une tonne pour un arbre arrivé à maturité.
A raison d'une émission moyenne d'une tonne de CO2 par an par habitant à Madagascar, il suffirait d'une forêt de 3.000 ha pour absorber la pollution d'Antananarivo pendant un an !
En outre, les bois morts en forêts primaires pourrissent au sol et libèrent le gaz carbonique qu'ils ont accumulé pendant leur croissance. Alors que les bois de forêts plantées sont coupés et passent en fabrication. Les produits fabriqués continuent de stocker le gaz carbonique absorbé.

protégeons la forêt malagasy

construisons avec le bois issu de la reforestation

hazovato®

charpentes et ossatures en bois lamellé
traité à coeur, durable et économique

m² en portique à partir de 300.000 Ar HT sortie usine

devis gratuits

www.hazovato.com

034 43 574 71 - 034 22 410 55 - 034 31 003 45
showroom@hazovato.com

SAHANALA
MADAGASCAR
12705
PAYSANS - ACTIONNAIRES
94
ASSOCIATIONS
13
RÉGIONS
NOUS NOUS ENGAGEONS AVEC NOS PAYSANS-ACTIONNAIRES DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.
REBOISEMENT
CRÉATION DE PÉPINIÈRE
RÉDUCTION DE L'UTILISATION DU CHARBON DE BOIS ET DU BOIS DE CHAUFFAGE
MAINTIEN DE L'INTÉGRITÉ DE L'ÉCOSYSTÈME DANS NOS ZONES D'ACTIVITÉ
www.sahanala.net